

100^e

Depuis 1920

leNouveliste

MEMBRE DE LA
COOPÉRATIVE
NATIONALE DE
L'INFORMATION
INDÉPENDANTE

Nos abonnés sont priés de noter que cette version de PressReader est offerte uniquement en format numérique. Seule l'édition du samedi comporte également une version imprimée.

NOUVELLE-ÉCOSSE

UN TIREUR FAIT AU MOINS 17 VICTIMES

PAGE 2



RETARDS AU NOUVEAU COLISÉE

UN SURSIS POUR L'ARÉNA JEAN-GUY-TALBOT?

PAGE 15

PHOTO FRANÇOIS GERVAIS

COVID-19: 14 nouveaux cas et un décès de plus dans la région

> «Venez vous inspirer de ce qu'on fait», lance la Table régionale des résidences privées pour aînés

> Le bilan québécois passe à 877 morts, une augmentation de 72

PAGES 3 À 5



SOMMAIRE

affaires	13
arts et spectacles	14
le monde	7
opinions	10-11
sports	15-16

INSOLITE

Des otaries prennent leurs aises dans une station balnéaire argentine

MAR DEL PLATA (AFP) — Un petit bain de soleil sur les quais du port: des otaries à crinière, typiques des rivages du Sud de l'Amérique latine, profitent du confinement imposé aux humains pour prendre leurs aises dans la station balnéaire de Mar del Plata, sur la côte Ouest de l'Argentine.

Ces «lions de mer», que les vacanciers ont l'habitude d'observer sur la côte de cette grande ville de 750 000 habitants, située à 400 km au Sud-Ouest de Buenos Aires, profitent de cette situation inédite pour batifoler un peu plus loin que d'habitude.

On les voit désormais folâtrer sur les parkings ou devant les boutiques de souvenirs aux rideaux baissés.

«En raison du confinement, il n'y a personne qui circule, donc les otaries s'aventurent un peu plus loin que d'habitude pour se mettre à l'abri du vent», explique à l'AFP Juan Lorenzani, président de la Fondation Fauna Argentina.

Habités à l'effervescence d'une ville qui accueille des milliers de touristes toute l'année, ces mammifères sauvages savourent un silence inédit depuis le 20 mars, date du début du confinement obligatoire pour les 44 millions d'Argentins.

«Ces animaux pèsent entre 350 et 500 kilos pour les plus gros», rappelle Juan Lorenzani, qui souligne qu'ils «ont la capacité de thermoréguler leur température». «En fonction du temps, ils cherchent à se mettre à l'abri du vent», ajoute le scientifique.

NOUS JOINDRE

Vous avez une nouvelle?

RÉDACTION: 819 693-5464
redaction@lenouvelliste.qc.ca

Vous avez une opinion?

opinions@lenouvelliste.qc.ca

FACEBOOK
facebook.com/lenouvelliste

PORTAPIQUE EN NOUVELLE-ÉCOSSE

Au moins 17 personnes tuées par un tireur

MICHAEL MACDONALD
La Presse canadienne

PORTAPIQUE, N.-É. — Au moins 17 personnes, dont une agente de la GRC, ont été tuées par un tireur qui a, à un certain moment, enfilé un uniforme de policier et conduit une fausse voiture de patrouille pendant une tuerie dans le nord de la Nouvelle-Écosse.

Le suspect est également mort. Gabriel Wortman, 51 ans, a été abattu après avoir été intercepté par des agents à Enfield.

L'agente Heidi Stevenson fait partie des victimes. Elle comptait 23 ans d'expérience et était la mère de deux enfants. Un autre agent se remet de blessures qui ne menacent pas sa vie, dans un hôpital. «Nous sommes profondément attristés et en deuil puisque nous avons perdu l'une des nôtres», a dit le président du syndicat représentant les agents de la GRC, Brian Sauvé.

La commissaire de la GRC, Brenda Lucki, a confirmé à La Presse canadienne tard dimanche soir que le nombre de morts était maintenant de 17, surpassant les 14 victimes lors de la tuerie de l'École polytechnique en 1989, à Montréal.

Le surintendant principal de la GRC, Chris Leather, avait indiqué en conférence de presse plus tôt dans la soirée que l'enquête était toujours en cours et qu'il était possible de trouver d'autres corps. «Nous ne savons pas exactement quel est le total puisqu'au moment où je vous parle, l'enquête se poursuit dans des secteurs de la province qui n'ont pas encore été explorés», a dit M. Leather.

Le drame s'est amorcé tard samedi soir dans la communauté rurale de Portapique, quand des coups de feu ont été entendus et rapportés.

La commandante d'unité de la GRC en Nouvelle-Écosse, Lee Bergerman, a dit que les familles touchées dans la paisible communauté étaient en deuil. «L'impact du drame va s'étendre d'un bout à l'autre de la province», a-t-elle dit.

Les premiers rapports de la fusillade sont venus de Portapique, là où des gens ont vu les policiers envahir les rues et leur recommander de verrouiller leurs portes et de rester dans leur sous-sol.

M. Leather a confirmé que des agents ont répondu à de multiples appels au 911 samedi soir. À leur



Un tireur a fait au moins 17 morts en Nouvelle-Écosse de samedi à dimanche. — PHOTO LA PRESSE CANADIENNE



Gabriel Wortman — PHOTO FOURNIE PAR LA GRC - AFP

arrivée, ils ont trouvé «plusieurs victimes» à l'intérieur et autour d'une résidence de Portapique, sans toutefois savoir où se trouvait le suspect. Il a ajouté qu'il y avait «plusieurs scènes dans le secteur, dont des bâtiments en feu».

Tard dimanche matin, le suspect a été intercepté environ 90 kilomètres plus loin, à Enfield, une municipalité située à environ 35 kilomètres au nord-ouest du centre-ville d'Halifax. La scène a été entourée par une demi-douzaine de véhicules de la police. Un ruban jaune entourait la station-service et les agents examinaient un véhicule utilitaire sport gris.

Un corps pouvait être aperçu, étendu dans la station-service.

Le premier ministre de la Nouvelle-Écosse, Stephen McNeil, a offert ses condoléances «aux familles des victimes» et a qualifié l'incident d'un «des actes de violence les plus insensés de l'histoire de notre province». «Je n'aurais jamais pensé en allant me coucher hier soir que je me lèverais en apprenant l'horrible nouvelle qu'un tireur était en fuite en Nouvelle-Écosse», a dit M. McNeil.

«Aucune parole ne suffira pour consoler les familles affectées par ce qui s'est produit lors des 24 dernières heures.»

Pendant la matinée, les mises à jour de la police mentionnaient que Wortman était considéré comme dangereux et qu'il était possible qu'il soit déguisé en agent de la GRC et conduisant un véhicule ressemblant à ceux de la GRC.

M. Leather a affirmé que ces détails joueraient un rôle important dans l'enquête. «Le fait que cet individu avait un uniforme et une voiture de patrouille à sa disposition démontre certainement qu'il ne s'agit pas d'un acte aléatoire», a-t-il dit.

Gabriel Wortman était denturologue à Dartmouth, selon le site internet de la Société de denturologie de la Nouvelle-Écosse. La photo du suspect diffusée par la GRC correspond aux images vidéo d'un individu qui a accordé une entrevue sur la denturologie au réseau CTV Atlantic en 2014.

INCONCEVABLE

Les résidents de Portapique qui ont parlé avec La Presse canadienne ont affirmé ne pas connaître

personnellement Wortman ou simplement comme résident à temps partiel, partageant son temps entre la région de Halifax et ses propriétés dans la communauté.

David George Crockett, qui habite à trois minutes en voiture de Portapique Beach Road, là d'où les premiers appels au 911 sont venus, a mentionné que Wortman avait déjà corrigé un problème avec une de ses dents chez lui, à Portapique. «Je suis très surpris», a dit M. Crockett lors d'une brève entrevue à l'extérieur de sa maison de campagne pendant que le soleil se couchait. «Je n'aurais jamais pensé qu'il ferait quelque chose comme ça.»

«De ce que je connaissais de lui, il était discret, délicat et facile à aborder. (...) Il était très gentil. Il aimait parfois faire des blagues. Il semblait normal, pas comme quelqu'un qui ferait quelque chose comme ça.»

M. Crockett a affirmé que la nouvelle du drame le bouleversait, alors que sa famille et lui étaient déjà stressés par la pandémie de la COVID-19. «C'est très déprimant de voir quelqu'un faire ça.»

Un peu plus loin le long de la route, un autre voisin a dit que Wortman et lui étaient amis jusqu'à ce qu'ils aient une dispute au sujet d'une propriété pas très loin de là.

Le voisin, qui a refusé de donner son nom, a dit que Wortman avait mis le feu à un vieil entrepôt qui contenait des biens qui lui appartenaient. L'homme a dit être trop envahi par les émotions pour entrer en détail au sujet de sa relation avec Wortman ou sur ce qui aurait pu motiver son carnage.

Tom Taggart, un conseiller qui représente le secteur de Portapique dans la municipalité de Colchester, a déclaré que sa petite communauté est ébranlée. «C'est un endroit tout simplement merveilleux et paisible, et l'idée qu'une telle chose puisse se produire ici est incroyable, a-t-il confié en entretien téléphonique de son domicile de Bass River, à environ trois kilomètres du secteur quadrillé par les policiers.

Le premier ministre du Canada, Justin Trudeau, a commenté la situation pendant sa conférence de presse quotidienne portant sur la COVID-19. «Je suis de tout coeur avec les gens qui sont affectés par cette terrible situation, a-t-il dit. J'aimerais remercier les policiers pour leur travail acharné et la population pour sa coopération avec les autorités.»

MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC

14 nouveaux cas et un décès de plus



SÉBASTIEN HOULE
shoule@lenouvelliste.qc.ca

TROIS-RIVIÈRES — La Mauricie et le Centre-du-Québec enregistrent désormais 961 cas confirmés de COVID-19, une hausse de 14 cas en 24 heures. Un nouveau décès lié à la maladie est survenu depuis samedi, portant le bilan régional à 61 victimes. Au Québec, 18 357 personnes ont maintenant contracté la maladie, une hausse de 836 cas depuis samedi. On déplore 72 nouveaux décès, ce qui vient porter à 877 le bilan des victimes de la maladie depuis le début de la pandémie, sur le territoire québécois.

Des nouveaux cas, 13 ont été recensés en Mauricie et un seul au Centre-du-Québec. On compte trois hospitalisations de plus, pour un total de 67 patients. La situation demeure inchangée aux soins intensifs, où six personnes sont toujours prises en charge.

Du côté des foyers d'écllosion, on compte un résident de plus infecté par la maladie au CHSLD Laflèche, du secteur Grand-Mère, portant le bilan à 104 personnes infectées chez les résidents et 75 autres chez les employés.

À Saint-Tite, un résident et deux employés de plus ont reçu un diagnostic positif à la maladie, rapportent les autorités sanitaires. Le bilan y est maintenant de 19 résidents et 8 employés infectés.

Le CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec n'a pas rendu publique l'origine de la nouvelle victime, mais souligne cependant qu'elle ne provient pas d'un des deux foyers d'écllosion.

Par ailleurs, les autorités régionales ne fournissent plus de données sur l'évolution de la contagion à l'usine d'Olymel à Yamachiche, la situation s'y étant stabilisée, indique Guillaume Cliche, agent d'information au CIUSSS MCQ. On se rappellera que l'entreprise avait été contrainte de fermer ses portes pour une période de deux semaines après l'écllosion de l'infection dans ses murs. Au total, selon les dernières données, 125 des 1000 travailleurs que compte l'usine avaient contracté



La région compte un nouveau décès lié à la COVID-19. — PHOTO: FRANÇOIS GERVAIS



Les premières personnes atteintes de la COVID-19 sont arrivées à l'ÉNPG pour y être confinées. — PHOTO: OLIVIER CROTEAU

la COVID-19. L'entreprise a repris ses activités de manière graduelle le 14 avril dernier, sous la supervision de la santé publique.

LES PREMIERS MALADES ARRIVENT À L'ÉNPG

Deux premières personnes atteintes de la COVID-19 sont arrivées à l'École nationale de police

de Nicolet pour être placées en isolement, dimanche en début d'après-midi. Il avait d'abord été question de transférer là la douzaine de résidents qui ont été évacués de la résidence Maison Niverville, le 16 avril dernier. Or, ce sont finalement deux personnes dont la situation présentait une problématique plus urgente qui

y ont été admises, indique Guillaume Cliche.

Rappelons que le pavillon de 101 chambres de l'établissement d'enseignement de Nicolet a été mis à la disposition des autorités sanitaires afin d'y héberger des malades atteints de la COVID-19 qui ne disposent pas des ressources pour respecter les

consignes de confinement. Les autorités sanitaires ont assuré la population et les représentants locaux que des mesures strictes de confinement seront appliquées afin d'éviter tout risque de contamination dans la communauté. Les plus récentes données indiquent que seulement six cas de COVID-19 ont été recensés sur le territoire de Nicolet-Yamaska, à ce jour.

Le transfert de malades devrait continuer graduellement tout au long de la semaine, tandis qu'on en est à roder les installations et l'équipe dépêchée sur place, explique M. Cliche. Bien que l'on planifie d'éventuellement transférer les malades qui ont été évacués de la Maison Niverville, la priorité sera donnée aux personnes dont la situation le justifiera davantage, précise-t-on. Les résidents de la Maison de Niverville «sont en sécurité et au centre hospitalier on a la capacité de les accueillir», assure M. Cliche. Questionné à savoir pourquoi on continue de planifier de les déplacer vers Nicolet, celui-ci répond que les installations du CHRTR ne sont pas conçues pour prodiguer le genre de soins dont ils ont besoin.

RÉPARTITION DES CAS DANS LA RÉGION

TOTAL DES CAS: 961

MAURICIE: 801 [+13]

- Trois-Rivières: 317 [+9]
- Shawinigan: 264 [+2]
- Maskinongé: 161 [0]
- Mékinac: 34 [+2]
- Des Chenaux: 25 [0]
- Haut-Saint-Maurice: 0 [0]

CENTRE-DU-QUÉBEC: 160 [+1]

- Nicolet-Yamaska: 6 [0]
- Bécancour: 11 [-1*]
- Drummond: 126 [+2]
- Arthabaska: 17 [0]
- L'Érable: 0 [0]

* Une personne atteinte de la COVID-19 a été attirée à un autre territoire en fonction de son adresse exacte de domicile.

DÉCÈS DANS LA RÉGION: 61 [+1]

BILAN DE LA COVID-19 AU QUÉBEC

72 nouveaux décès

La Presse canadienne

MONTREAL — La COVID-19 poursuit sa progression au Québec, mais les statistiques continuent de se faire encourageantes par rapport à l'aplatissement tant espéré de la courbe épidémique.

L'Institut national de santé publique du Québec a rapporté dimanche 72 nouveaux décès liés à la COVID-19, pour un bilan de 877 morts depuis le début de la crise.

Le nombre de cas confirmés s'élève désormais à 18 357, en hausse de 836. Il s'agit aussi de la première fois que le rythme des nouveaux cas s'accélère depuis le 15 avril. Ce nombre est toutefois cumulatif, c'est-à-dire qu'il inclut les 877 décès, mais aussi les 3555 guérisons recensés.

Ces mises à jour quotidiennes ne reflètent plus avec exactitude l'évolution de la situation au cours des 24 dernières heures, notamment en raison de changements méthodologiques apportés plus tôt cette semaine. Il peut également prendre plus d'une journée pour déterminer la cause de certains décès et pour les porter à l'attention des autorités de santé publique.

Les données dévoilées dimanche ont en fait été colligées la veille, à 18 h.

Les autorités enregistraient alors une baisse du nombre de personnes hospitalisées aux soins intensifs, qui est passé de 258 à 183



Québec a annoncé 72 nouveaux décès reliés à la COVID-19 dimanche. — PHOTO LA PRESSE

patients.

Quant au nombre total d'hospitalisations liées au nouveau coronavirus, on en dénombrait 1102, soit 28 de moins par rapport aux données de samedi.

Dans un communiqué, le ministère de la Santé et des Services sociaux précise cependant que ce nombre d'hospitalisations a dû être révisé dans le cadre de la transition vers un nouveau système de saisie

de données.

En tout, 2905 personnes attendaient le résultat de leur test de dépistage samedi soir.

Le Grand Montréal demeure la région la plus endeuillée, avec 513 décès rapportés dans la métropole, dont 373 en CHSLD et résidences privées pour aînés. Laval dénombre pour sa part 146 décès à ce jour, dont 129 dans les établissements pour personnes âgées.

Pour la première fois depuis le début de la pandémie, le gouvernement québécois n'a pas tenu de point de presse télédiffusé au cours du weekend. Selon un des scénarios anticipés par les experts de santé publique, ce samedi 18 avril devait marquer le sommet de la courbe épidémique au Québec. Entre 1263 et 9000 décès étaient attendus, de même qu'environ 29 000 cas recensés.

Les cardiologues lancent un cri du cœur au gouvernement Legault

QUÉBEC (PC) — Les cardiologues lancent un cri du cœur au premier ministre François Legault.

Les Québécois aux prises avec des problèmes cardiovasculaires doivent être traités et opérés, sans plus attendre, insistent-ils.

La vie de nombreux patients est présentement en jeu, selon eux, d'où l'urgence d'agir en les autorisant à recommencer à traiter et opérer les malades du cœur.

Sinon, des «dommages collatéraux» considérables sont à prévoir dans le réseau de la santé dans les prochains mois.

Dans une lettre expédiée au premier ministre Legault et à la ministre de la Santé, Danielle McCann, obtenue dimanche par La Presse canadienne, l'Association des cardiologues du Québec met en garde le gouvernement contre la tentation

de prolonger le report des chirurgies jugées non urgentes destinées aux patients souffrant de problèmes cardiaques.

Dimanche, l'association n'avait toujours pas reçu de réponse à sa lettre expédiée vendredi.

Fin mars, afin de libérer le maximum de lits pour les patients atteints de la COVID-19, la ministre McCann avait donné une directive interdisant toute chirurgie non urgente.

Dans un véritable «cri du cœur» au gouvernement, le président de l'Association des cardiologues du Québec, le Dr Arsène Joseph Basmadjian, juge que cette situation ne peut plus durer. «Tout le monde mérite des soins», rappelle le cardiologue, en entrevue téléphonique, disant craindre que Québec choisisse de prolonger encore un temps les restrictions imposées

notamment aux blocs opératoires des hôpitaux.

Depuis le début de la crise sanitaire, dit-il, les gens ont une peur «disproportionnée» de se rendre à l'urgence et d'attraper la COVID-19, même s'ils éprouvent des symptômes associés à l'infarctus. Ils préfèrent voir leur situation se dégrader et consulter en dernier recours, quand ils n'ont plus le choix et que leur état s'est aggravé au point de présenter des complications majeures.

Il dit pouvoir citer «des dizaines d'exemples» de gens qui ont attendu trop longtemps avant de consulter, au cours du dernier mois.

Des gens «mettent leur vie en danger». D'autres sont morts, faute d'interventions à temps.

À ce rythme, le Dr Basmadjian croit que le gouvernement pourrait

dans quelques mois se retrouver avec sur les bras une crise sanitaire encore «plus dévastatrice», soit une deuxième vague de cas de COVID-19, doublée d'une vague d'infarctus à gérer.

Il note de plus que tout le secteur de la cardiologie a été mis sur «hold», alors que déjà les listes d'attente s'allongeaient. Le rattrapage sera d'autant plus long.

On estime qu'environ la moitié des chirurgies cardiaques prévues depuis un mois ont dû être reportées à une date indéterminée.

Pendant ce temps, la santé des personnes en cause «se détériore rapidement», déplore-t-il. «En cardiologie, la question du temps est cruciale et déterminante dans le traitement et les interventions à prodiguer pour éviter les complications et les décès», rappelle le président.

RETOUR AUX COMMUNES

Le PCC refuse l'entente conclue

OTTAWA (PC) — Le Parti conservateur s'entête à réclamer au moins trois séances hebdomadaires en personne à la Chambre des communes. Et cette position, à moins d'entente de dernière minute, forcera le rappel des 338 députés lundi matin, à Ottawa.

Dimanche avant-midi, le premier ministre ne faisait plus preuve d'aucune retenue. «Pour moi, c'est un peu frustrant», a-t-il commencé par dire avant de qualifier l'opposition officielle de «déraisonnable».

«Nos autorités, nos experts (...) nous disent qu'il faut continuer à prendre des choix responsables, à limiter nos déplacements. Et il me semble que c'est assez évident que le Parlement ne devrait pas revenir de la même façon qu'il était avant, dès demain», a-t-il noté. «Les conservateurs ont leur... je ne sais pas», a-t-il dit avant de s'interrompre.

Au Bloc québécois, on ne s'interrompt pas quand on se lance dans la critique de l'adversaire conservateur. «C'est pas ben ben compliqué. C'est que le Parti conservateur pense pour le Parti conservateur, ce qui ne va pas nécessairement dans le sens des besoins de la population», a pesté Alain Therrien, leader parlementaire bloquiste. «Je ne comprends plus ce parti-là. Je ne comprends pas qu'il y a des conservateurs québécois dans ce caucus-là qui acceptent de revenir trois jours par semaine pendant que le Québec est au pic de sa contagion», a enchaîné le député, au bout du fil.

Les travaux parlementaires aux Communes ont été suspendus le 13 mars jusqu'au 20 avril, grâce à un accord unanime des partis reconnus en Chambre. Il faut un pareil accord unanime de ces mêmes partis pour que les travaux ne reprennent pas lundi matin.

En point de presse, dimanche après-midi, Andrew Scheer, chef par interim du Parti conservateur, s'est appuyé sur la motion adoptée le 13 mars pour justifier un retour le 20 avril. «C'est n'importe quoi», a lâché M. Therrien. Le député a rappelé que le 13 mars, on ne savait pas où on en serait à ce moment-ci de la pandémie.

Bloquistes, néo-démocrates et libéraux s'entendent pour que la suspension des travaux parlementaires continue jusqu'au 24 mai, au moins. Entretemps, ils proposent de tenir aux Communes, chaque semaine, une séance, en groupe réduit, en personne, et deux séances virtuelles.

RÉSIDENCES PRIVÉES POUR AÎNÉS:

«Venez vous inspirer de ce qu'on fait!»

SÉBASTIEN HOULE

sebastien.houle@lenouvelliste.qc.ca

TROIS-RIVIÈRES — La résidence Le Jardin, à Trois-Rivières, abrite 55 personnes âgées. À l'instar de la majorité des résidences privées pour aînés (RPA) du Québec, elle a réussi à contenir la COVID-19 hors de ses murs. Son propriétaire, Richard Maziade, qui agit également comme porte-parole de la Table des RPA de la Mauricie-et-du-Centre du Québec, pèse chacun de ses mots en posant un regard sur la crise. Diplomate, il soutient que l'heure n'est pas à trouver des coupables. Il lance cependant une invitation à nos dirigeants: «ne venez pas nous inspecter, venez vous inspirer de ce qu'on fait!»

M. Maziade déplore qu'un amalgame soit fait entre la crise qui sévit actuellement dans les CHSLD et la situation qui prévaut dans la vaste majorité des résidences pour aînés. Les statistiques tendent à donner du poids à son argumentaire. Dans une lettre ouverte diffusée vendredi, le Regroupement québécois des résidences pour aînés (RQRA) félicitait ses membres de leur «impressionnante efficacité». La lettre souligne, tout en se désolant pour les victimes, que sur les 143 000 aînés qui logent à l'enseigne du réseau privé, ils n'étaient que 500 à avoir contracté la maladie. Sur les 1746 résidences privées pour aînés que compte le Québec, seulement 67 seraient touchées par l'infection, toujours selon le RQRA.

Si dans les circonstances ces statistiques donnent à se réjouir, elles occultent néanmoins le fait que les résidences privées doivent composer sans financement public. La raison d'être de la Table des



Richard Maziade, propriétaire de la résidence Le Jardin, de Trois-Rivières, en compagnie de ses préposés aux soins.

— PHOTO: OLIVIER CROTEAU

RPA de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec est précisément de dresser des ponts entre le public et le privé, souligne M. Maziade. «C'est normal que les personnes âgées qui vivent chez nous soient aidées financièrement pour les soins qu'elles reçoivent», plaide le porte-parole. «On ne veut pas avoir de l'argent pour nous autres, on le veut pour les personnes âgées qui perdent de l'autonomie, qui n'ont pas de place dans le réseau, qui restent chez nous. On veut qu'elles aient de bons soins, mais si on les assume, les loyers vont coûter 5000 \$ par mois», maintient-il. En voie de trouver des solutions avec le Centre intégré universitaire de

santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec (CIUSSS MCQ), la pandémie est venue mettre en suspens les démarches du regroupement.

Appelé à poser un regard sur la crise actuelle, M. Maziade déclare que «c'est gentil les hausses de salaire pour les employés, mais ça ne règle rien». Pour lui, la motivation du personnel et la santé des résidents vont de pair et passent par un développement axé sur la qualité des milieux de vie. «Il faut qu'ils arrêtent de gérer la bureaucratie et les statistiques puis de déplacer les personnes âgées d'un endroit à l'autre», soutient-il.

Il raconte que certains de ses

employés sont avec lui depuis 25 ans et que d'autres, optant pour de meilleures conditions de travail, ont choisi de quitter le réseau public pour travailler chez lui, même si les salaires y sont moins avantageux.

«On promène les bénéficiaires et les employés d'un endroit à l'autre», déplore encore Richard Maziade. Un style de gestion davantage axé sur l'évaluation que les soins au bénéficiaire, qui a des conséquences négatives sur la santé des usagers du réseau et sur le sentiment d'appartenance du personnel, analyse-t-il. Il se demande incidemment si la pénurie de personnel dont on parle tant ne cache

pas plutôt une problématique d'absentéisme.

«Dans nos RPA, où on n'a pas beaucoup de cas, on a un gestionnaire sur place, qui gère les troupes, qui motive le monde», maintient M. Maziade. Il dit avoir refusé de son côté tout nouveau résident depuis le début de la pandémie et se targue d'avoir gardé tout son personnel – une vingtaine de travailleurs. Et qu'au lieu d'avoir à faire face à de l'absentéisme, il a plutôt affaire à des employés désireux de mettre l'épaule à la roue et de faire leur part dans le contexte de crise.

Richard Maziade se questionne enfin sur l'inspection générale du réseau qui vient d'être décrétée, en rappelant que toutes les résidences détiennent un permis d'opérer délivré par les autorités sanitaires. «À partir du moment où tu m'as obligé d'avoir une certification, d'avoir des critères de soins et que tu viens les vérifier ponctuellement, tu as aussi une obligation de dire "je suis au courant de ce qui se passe là"», plaide-t-il.

Optimiste, le porte-parole de la Table des RPA de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec dit croire que la pandémie donnera lieu à une profonde remise en question de notre approche de soins aux aînés. «Il faut arrêter de déplacer les aînés, il faut les laisser dans des environnements qu'ils connaissent, puis aller les soigner là. Tu ne peux pas les déménager vers une nouvelle ressource chaque fois qu'ils perdent de l'autonomie, les gens viennent tout désorientés et leur état se dégrade encore», soutient-il. Jusqu'où va M. Maziade dans l'accompagnement de ses résidents dont l'état de santé décline? «Je ne les abandonne pas», offre-t-il pour toute réponse.

La Semaine de l'action bénévole s'ouvre dans un contexte surréel

MONTRÉAL (PC) — La Semaine de l'action bénévole s'est ouverte dans un contexte surréel dimanche. «Bénévolat, c'est chic», le thème initialement prévu par la Fédération des centres d'action bénévole du Québec (FCABQ), a dû être mis au rancart pour des raisons évidentes.

La FCABQ, qui regroupe 108 centres d'action bénévole à travers la province, a choisi de recalibrer son message afin de saluer la générosité des Québécois face à la

pandémie – tout en espérant que cet élan de solidarité ne s'estompera pas une fois la crise passée.

Le directeur général de la fédération, Michel Alexandre Cauchon, rapporte que le milieu communautaire s'affaire toujours à «gérer le flux» de volontaires, qui ont été très nombreux à répondre à l'appel lancé par le premier ministre François Legault à la fin du mois dernier, sur le portail jebenevole.ca. «En 24 heures, on avait 12 000 noms dans la banque,

se rappelle-t-il. Ça nous a pris par surprise un peu. Cela étant dit, pour nous, c'est un beau problème»

Trois semaines plus tard, ce nombre s'élève à près de 26 000 candidatures. «C'est une visibilité à laquelle on n'est pas nécessairement habitués, mais on va en profiter. Le grand défi va être la rétention de ces bénévoles-là», a reconnu M. Cauchon, en entrevue téléphonique avec La Presse canadienne.

Car la plupart des inscrits ne sont

pas de grands habitués de l'engagement bénévole, selon lui. Interpellés par la crise, ils s'impliquent de façon ponctuelle, à raison d'une demi-journée par semaine, par exemple, dans un domaine précis.

M. Cauchon relève un contraste avec le profil type des bénévoles de longue date, souvent des retraités qui consacrent beaucoup de temps dans divers services. En temps normal, entre 40 000 et 60 000 de ces bénévoles gravitent autour des

organismes associés à la FCABQ.

M. Cauchon a bon espoir de pouvoir conserver une grande partie de ce bassin de sang neuf. «Il ne faut jamais oublier que, même quand la crise va être résorbée et on va pouvoir retourner à nos activités régulières, les besoins vont bénévolat toujours être là. Des gens vulnérables, isolés, il y en avait avant la crise de la COVID-19, il y en a encore en ce moment, mais malheureusement il va y en avoir encore après.»

Malaise et indignation

Les morgues temporaires sont déplacées

SÉBASTIEN HOULE

sebastien.houle@lenouvelliste.qc.ca



La morgue temporaire du CHSLD Laflèche a été déplacée à l'arrière du l'établissement, à la demande du maire Michel Angers. — PHOTO: OLIVIER CROTEAU

SHAWINIGAN — Les remorques réfrigérées faisant office de morgues temporaires destinées à accueillir les victimes éventuelles de la COVID-19, placées devant les CHSLD Laflèche et Mgr Paquin, du secteur Grand-Mère et de Saint-Tite, ont soulevé un tel tollé dans la population, de même que l'indignation du maire de Shawinigan, Michel Angers, et de son homologue de Saint-Tite, Annie Pronovost, que les autorités sanitaires se sont vues contraintes de déplacer les deux unités réfrigérées à l'arrière des bâtiments dans la journée de samedi.

Rappelons que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec (CIUSSS MCQ) expliquait vendredi que la décision d'établir des morgues temporaires devant les deux foyers d'infection avait été prise de façon préventive. On faisait valoir que cela visait à entreposer les corps de façon sécuritaire et à limiter les risques de propagation du virus en attendant que les compagnies funéraires puissent venir récupérer les dépouilles.

Or, la mesure a été accueillie avec beaucoup d'émotion dans la population. Si Michel Angers dit comprendre les besoins techniques de sortir les corps des victimes de façon à prévenir la propagation du virus, il estime que les choses auraient pu être faites autrement. «Dans le devant de la bâtisse, c'est extrêmement difficile pour les passants, les enfants des parents qui sont là-bas, pour les employés, pour un peu tout le monde...» se désolait-il.

Le maire Angers raconte avoir eu de nombreux échanges avec ses citoyens et la présence de la remorque provoquait un malaise généralisé. Dès vendredi, il s'est tourné vers le CIUSSS MCQ pour faire valoir que la mesure était très mal reçue dans la population. On lui aurait expliqué qu'il n'y avait pas de sortie à l'arrière du bâtiment et qu'il était plus aisé de procéder de la sorte. Or, comme il s'agissait pour lui d'une question de respect et de dignité, on se sera rangé à ses arguments et le conteneur a

été déplacé à l'arrière de l'établissement vers samedi midi.

Scénario similaire du côté de Saint-Tite, où la mairesse Pronovost a aussi contacté les autorités sanitaires régionales, dès vendredi, pour voir à ce qu'une solution alternative soit trouvée. À l'image du tollé soulevé à Shawinigan, la morgue temporaire installée à la vue des passants a beaucoup fait réagir les citoyens de Saint-Tite, relate Annie Pronovost. En plus d'être à la vue de tous, la morgue temporaire était tout juste à côté du terrain de jeu d'une cour d'école. «Ce n'était pas très gai», commente la mairesse. Samedi après-midi, la remorque avait été déplacée à l'arrière de l'institution.

Au CIUSSS MCQ on explique que le conteneur réfrigéré du CHSLD Laflèche avait d'abord été placé à l'avant du bâtiment pour des raisons d'accessibilité. Bien qu'on se soit plié à la demande du maire Angers, on relate avoir au départ surtout voulu éviter de transporter les corps de l'avant vers l'arrière de l'édifice. «Là, les gens vont le voir quand on va devoir disposer d'un corps, c'est une autre façon de le considérer», commente Guillaume Cliche, agent d'information au CIUSSS MCQ. Des solutions d'abris de type Tempo seraient envisagées pour se soustraire du regard des passants, indique-t-on.

Quant au conteneur d'abord placé à côté du CHSLD Mgr Paquin, on fait valoir que son déplacement vers l'arrière de l'établissement nécessitait des ajustements au niveau des installations électriques. Ce qui explique peut-être que l'on n'ait pas choisi de le placer là dès le début, avance l'agent de communication.

Les deux CHSLD, Laflèche et Mgr Paquin, sont les seuls à être visés par la mesure dans le réseau public, soutient le CIUSSS MCQ. «Si des ressources privées sentent le besoin d'aller de l'avant dans cette direction-là, on pourra toujours les accompagner», propose Guillaume Cliche.

Le lave-glace et le vinaigre sont-ils de bons désinfectants?

LE CORONAVIRUS EN QUESTIONS



JEAN-FRANÇOIS CLICHE

jfcliche@lesoleil.com

Q : «En cette période de pénurie de Purell et autres antiseptiques alcooliques, je me demandais si certaines préparations commerciales ne pourraient pas servir tel quelles ou dans des recettes maison. L'antigel de plomberie pour chalets et véhicules récréatifs contient 68 % d'éthanol avec propylène glycol, je crois. Le lave-glace d'hiver contient autour de 65 % de méthanol, et le combustible à fondue en contient lui aussi beaucoup. Qu'en est-il?», demande Michel A. Fortier, de Québec.

Pour sa part, Manon Couture, de Beaconsfield, veut savoir si «le vinaigre blanc est un désinfectant adéquat ? Et si oui dans quelle proportion doit-on le diluer avec de l'eau?»

R : On ne le dira sans doute jamais assez : LA manière par excellence de se désinfecter les mains, la plus simple, la plus efficace, la plus économique et la plus disponible, demeurera toujours de se les laver énergiquement et régulièrement à l'eau et au savon. Et c'est particulièrement vrai dans le cas d'un virus comme celui de la COVID-19, qui possède une «enveloppe» de lipides — c'est-à-dire des graisses, que tous les savons dissolvent avec une impitoyable efficacité.

Mais comme le Purell se fait rare, que l'alcool à 90 % qu'il faut pour se fabriquer du «Purell maison» est lui aussi difficile à trouver dans les commerces ces temps-ci, et que certaines personnes tiennent vraiment à traîner leur flacon de désinfectant à mains avec eux, plusieurs lecteurs m'ont écrit pour savoir s'ils pouvaient utiliser toutes sortes d'autres choses que de l'alcool.

D'emblée, le chimiste de l'Université Laval Normand Voyer



— PHOTO LAURENTIDEAUTO.COM

recommande d'éviter complètement le méthanol pour se désinfecter les mains. «Il ne faut juste pas toucher à ça, avertit-il. À l'oreille, ça a l'air de ressembler à l'éthanol (ndlr : l'alcool que l'on boit) et d'être inoffensif, mais en fait c'est ce qu'on appelle de l'«alcool de bois» et c'est très toxique. Ça peut rendre aveugle et ça peut même tuer.»

Mieux vaut donc laisser dans leurs bouteilles tous les liquides à fondue et les laves-glace d'hiver, du moins ceux qui sont à base de méthanol.

La même chose vaut pour le vinaigre blanc, mais pour une raison différente: malgré sa réputation d'antiseptique «naturel», il n'est pas aussi efficace qu'on le croit. Il peut tuer certains microbes, oui, mais il en laisse aussi beaucoup — trop, en fait, pour que Santé Canada le considère comme un vrai désinfectant. Par exemple, une étude parue en 2000 dans Infection Control and Hospital Epidemiology a trouvé que le vinaigre était relativement efficace contre la salmonelle (99 % de réduction après 30 secondes d'exposition), mais beaucoup moins contre les staphylocoques dorés et le virus de la polio (autour de -40 % seulement).

En outre, ajoute M. Voyer, «dans le cas des coronavirus, c'est encore pire parce qu'ils aiment bien les pH acides, donc ils vont adorer le vinaigre!»

Cela dit, le cas des antigels à plomberie est plus compliqué. D'abord parce que leurs formules sont variables (la même chose vaut pour les lave-vitres, d'ailleurs). Certains sont à base d'éthanol, et une proportion de 68 % comme celle que M. Fortier mentionne aurait

un bon effet antiviral. Mais en cherchant, j'en ai trouvé d'autres qui contiennent beaucoup moins d'éthanol — par exemple, les antigels pour véhicules récréatifs du fabricant montréalais Recochem n'ont des concentrations d'éthanol que de 15 à 40 %, ce qui est très insuffisant pour désinfecter (il faut au moins 60 %).

En outre, plusieurs antigels ne sont tout simplement pas à base d'éthanol, mais plutôt de «propylène glycol», un liquide visqueux et non toxique pour l'humain, ou d'éthylène glycol qui, lui, est plus toxique. (Notons que le propylène glycol vient en deux «sortes» pour ainsi dire, le propanediol-1,2 et le propanediol-1,3, ce dernier étant plus toxique que le premier.)

La bonne nouvelle, là-dedans, c'est que le propylène glycol a (presque) toutes les caractéristiques qu'il faut pour faire un bon antiseptique de remplacement : il tue efficacement les virus, il est fabriqué et disponible en très grandes quantités et il n'est pas toxique. Une étude parue en 2006 dans le Journal of Hospital Infections a montré que le propylène glycol pouvait être utilisé pour diminuer la concentration d'éthanol d'un mélange désinfectant tout en maintenant son efficacité.

Donc «ce n'est pas impossible de prendre du propylène glycol pour faire ça, ça peut marcher. Mais il faut avoir la bonne proportion, car le propylène glycol est toujours dilué dans les antigels», dit M. Voyer. Ses vertus antiseptiques ne sont pas très bien étudiées mais on peut estimer que comme pour l'éthanol, il faut un minimum de 60 % de propylène glycol (dans le mélange final pour les mains, pas juste dans l'antigel).

Et voilà qui peut compliquer les choses pour la peine: beaucoup d'antigel n'ont pas tant que propylène glycol que ça. La concentration augmente dans les antigels conçus pour résister à des plus grands froids, mais il semble que même les antigels -50°C contiennent tout juste 60 % de propylène glycol, ce qui est un peu limite — et pas assez si on veut ajouter d'autres ingrédients au mélange, comme de la glycérine pour rendre le désinfectant plus visqueux.

Alors il faudrait concentrer l'antigel ou se procurer du propylène glycol pur auprès d'un fabricant industriel — mais rendu là, est-ce que ça ne devient pas un peu compliqué pour remplacer une chose aussi simple que le bon vieux lavage des mains au savon?

le monde

Japon: séisme de magnitude 6,4 sur la côte est

TOKYO — Un tremblement de terre de magnitude 6,4 a frappé la côte est du Japon lundi matin, selon l'Institut de géophysique américain (USGS), mais aucune alerte au tsunami n'a été émise.

L'épicentre du séisme se trouvait à 41,7 kilomètres sous les fonds marins du Pacifique, à moins de 50 km des côtes de la préfecture de Miyagi, a précisé l'USGS, estimant que le risque de pertes

humaines et de dommages était faible.

Aucune alerte au tsunami n'a été émise après la secousse survenue peu après 5 h 30 (20h30 GMT), a indiqué de son côté l'agence de

presse japonaise Kyodo

Le Japon se trouve sur la «ceinture de feu» du Pacifique, un arc d'intense activité sismique qui s'étend à travers l'Asie du Sud-Est et le bassin du Pacifique.

En 2011, un séisme dévastateur de magnitude 9,0 avait secoué l'archipel avant qu'un gigantesque raz-de-marée ne s'abatte sur les côtes nord-est du pays, tuant près de 16 000 personnes.



Aux États-Unis, les Américains, encouragés par le président Donald Trump, sont de plus en plus nombreux à réclamer le déconfinement de leur État, notamment au Colorado dimanche. — PHOTO AFP

Vers un allègement du confinement dans certains pays

PARIS (AFP) — Les mesures de confinement prises dans plusieurs grands pays occidentaux pour endiguer la pandémie de coronavirus semblaient dimanche porter leurs fruits, au point que leur allègement est à l'ordre du jour, avec prudence et à plus ou moins brève échéance.

Première en Europe – continent qui compte près des deux tiers des plus de 164 000 morts de la pandémie – à entamer une opération de lent déconfinement, l'Allemagne va permettre lundi la réouverture de la plupart des magasins d'une surface inférieure à 800 mètres carrés.

Avec plus de 135 000 cas officiellement recensés et environ 4000 décès, la pandémie est en Allemagne «sous contrôle et gérable», a estimé le ministre de la Santé, Jens Spahn.

Ce «succès d'étape» est néanmoins «fragile», a mis en garde la chancelière Angela Merkel, alors qu'Armin Laschet, dirigeant d'une des régions les plus touchées, la Rhénanie du Nord-Westphalie, a averti que «nous ne pourrions pas vivre notre ancienne vie avant longtemps».

Plusieurs pays, dont la France (près de 20 000 morts), l'Espagne (près de

20 500) et l'Italie (plus de 23 600), ont enregistré des nombres de malades et de décès en baisse, après des semaines de hausse, permettant d'entrevoir, pour les semaines à venir, les premières mesures de déconfinement. En Italie, les premières mesures d'allègement ne seront pas prises avant le 3 mai, ont rappelé les autorités, mais peu à peu les entreprises rouvrent, même si c'est de façon partielle et avec un luxe de précautions. «Nous sommes de retour!», a lancé sur son compte Instagram le célèbre glacier romain Giolitti, qui annonce une reprise de ses livraisons mardi.

Aux États-Unis, où un bras de fer oppose le président Trump, ardent défenseur d'une reprise rapide de l'activité économique, à plusieurs gouverneurs démocrates, le gouverneur de l'État de New York, épicentre de l'épidémie dans le pays, a annoncé que la pandémie avait pour la première fois amorcé une courbe «descendante». «Toutes les indications sont que nous sommes dans une phase descendante», a indiqué Andrew Cuomo, appelant néanmoins à la prudence.

USA: plus de 40 000 morts

PARIS (AFP) — Les États-Unis ont franchi dimanche le seuil des 40 000 morts du nouveau coronavirus, selon le comptage de l'université Johns Hopkins. La barre des 30 000 décès avait été franchie trois jours plus tôt, jeudi.

La pandémie a fait au moins 164 016 morts dans le monde, dont près des deux tiers en Europe, depuis son apparition en Chine en décembre, selon un bilan établi par l'AFP à partir de sources officielles dimanche à 19 h GMT.

Plus de 2 363 210 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 193 pays et territoires.

Après les États-Unis, qui comptabilisent le plus grand nombre de morts (40 661, selon le dernier bilan de l'université Johns Hopkins), les pays les plus atteints sont l'Italie, avec 23 660 décès, et l'Espagne, avec 20 453 décès, suivies de la France (19 718) et du Royaume-Uni (16 060).

DÉMENTI DU LABORATOIRE DE WUHAN

Le laboratoire de Wuhan soupçonné d'être la source du nouveau coronavirus a catégoriquement démenti toute responsabilité dans la pandémie, après les doutes émis par les pays occidentaux et une nouvelle mise en garde du président américain Donald Trump.

L'épidémie «aurait pu être arrêtée en Chine avant qu'elle ne commence et elle ne l'a pas été», a déclaré M. Trump. «S'ils étaient sciemment responsables, oui, il devrait y avoir des conséquences», a-t-il dit.

ALLEMAGNE: PANDÉMIE «SOUS CONTRÔLE»

Avec plus de 135 000 cas recensés et environ 4000 décès, la pandémie est en Allemagne «sous



À Valence, en Espagne, des travailleurs de la santé ont observé une minute de silence pour les victimes du jour de la COVID-19. — PHOTO AFP

contrôle et gérable», a estimé le ministre de la Santé, Jens Spahn. Ce «succès d'étape» est toutefois «fragile», a souligné la chancelière Angela Merkel.

FRANCE: LE DÉCONFINEMENT SERA PROGRESSIF

Le retour à la «vie d'avant» ne s'effectuera «probablement pas avant longtemps», a prévenu dimanche le Premier ministre français, Edouard Philippe, en soulignant que le déconfinement prévu pour débuter le 11 mai serait très progressif.

La France se fixe l'objectif de pouvoir réaliser à partir de cette date 500 000 tests par semaine pour les personnes présentant des symptômes et celles ayant été en contact avec un malade du Covid-19.

OMS: L'AUSTRALIE VEUT UNE ENQUÊTE

Les autorités australiennes, qui déclarent avoir réussi à limiter la propagation du virus en partie en allant à l'encontre des conseils de

l'Organisation mondiale de la Santé, appellent à une enquête indépendante sur la façon dont l'OMS a géré la crise.

CHUTE DU BRUT AMÉRICAIN EN ASIE

Le baril de brut américain a chuté lundi de près de 20 % à moins de 15 dollars l'unité en Asie, son plus bas niveau depuis plus de deux décennies, en raison d'une baisse de la demande mondiale due à la pandémie de coronavirus.

Les marchés du pétrole ont plongé ces dernières semaines alors que les blocages et les restrictions de voyages dans le monde entier se répercutent massivement sur la demande.

PÂQUES ORTHODOXE

Plus de 260 millions de chrétiens orthodoxes ont célébré dimanche Pâques dans des conditions exceptionnelles, les autorités les ayant globalement invités à rester chez eux, même si des rassemblements ont parfois été maintenus, comme en Géorgie ou en Ukraine.

Le pot, la date et le client

ISABELLE LÉGARÉ

CHRONIQUE

isabelle.legare@lenouvelliste.qc.ca



La pandémie nous oblige à revoir nos habitudes, notamment à l'épicerie. — PHOTO: STÉPHANE LESSARD

«Monsieur, avez-vous fini de taponner tous les pots de sauce à spaghetti? Ce que vous touchez, vous l'achetez!»

J'avoue que j'ai un peu perdu patience. Le ton de ma voix et mon regard étaient, comment dire, chargés de réprobation.

J'étais à l'épicerie, l'endroit anxiogène par excellence en cette période de crise sanitaire.

Je dois ajouter pour ma défense qu'à la minute où j'y ai mis les pieds, j'ai été confrontée à l'insouciance de ce client qui ne semblait pas avoir bien saisi le principe de la distanciation physique. J'étais en train de me laver les mains dans le lavabo installé à l'entrée du marché d'alimentation lorsqu'il est apparu à mes côtés, très en deçà des deux mètres rassurants.

À vrai dire, il est entré dans ma bulle avant d'en sortir à la demande expresse de la commis à la désinfection que je remercie chaleureusement. Qui sait, elle m'a peut-être épargné un séjour à l'hôpital.

«Oups! J'ai oublié», s'est plus ou moins excusé le type en amorçant sa tournée dans la section des fruits et légumes, en zigzaguant entre les employés qui s'appliquent à mettre correctement en place les poires et les navets.

J'ai eu une pensée pour mon fils cadet qui travaille dans une épicerie entre ses cours en ligne au cégep. Depuis le début de la pandémie, il multiplie les heures de services essentiels, fier de contribuer à l'effort collectif. Mais contrairement à Superman qui enfle sa cape dans une cabine

téléphonique, le mien a reçu la directive maternelle de se déshabiller dans le garage et de passer sous la douche une fois sa mission terminée.

Est-ce que tu te laves les mains à l'épicerie?»

«Oui, m'man. Aux quinze minutes.»

Veux-tu ma crème hydratante?

Les clients gardent-ils leur distance? Sont-ils aimables avec toi et tes collègues? Est-ce qu'ils vous remercient pour ce que vous faites?»

Certains oui, d'autres moins. Concentrés sur leur liste, plusieurs ont hâte de retourner à leur confinement et oublient d'être reconnaissants.

Mais revenons à mon monsieur. Le cellulaire collé sur l'oreille, il avait l'air de celui qui se faisait dire quoi acheter et quoi ne pas acheter par la personne au bout du fil.

Lorsque l'homme s'est arrêté devant l'étalage des pots de sauce à spaghetti où je me dirigeais aussi, il a pris un contenant, l'a tourné dans tous les sens avant de le remettre sur l'étagère, en a pris un deuxième pour l'étudier avant de le redéposer aussi sur la tablette. À la quatrième récurrence, je n'ai pas pu m'empêcher de lui dire, exaspérée, de se brancher et d'arrêter de tout tâter.

«Oui, mais je vérifie les dates!», s'est-il justifié avant de disparaître dans une allée.

Misère...

Si l'homme se reconnaît ici, je le salue avec un brin d'indulgence. Si je vous avais croisé dans notre ancienne vie de non-confinés, je ne vous aurais pas fait la leçon.

Pour dire la vérité, j'aurais

probablement eu le même réflexe que vous.

J'aurais viré le contenant de tous bords, tous côtés, puis j'en aurais pris un deuxième avant de finalement opter pour le troisième caché au fond derrière, celui-là même qui m'aurait permis de gagner une journée supplémentaire sous la mention «Meilleur avant»...

Mais je me retiens d'agir ainsi depuis que la COVID-19 m'oblige à laver tout le contenu de mes sacs d'épicerie.

Maintenant, j'y entre pour en sortir au plus vite. J'achète ce que je touche. Si la date limite de conservation du litre de lait ne me saute pas au visage, tant pis, je le prends quand même. Je fais confiance au gérant. La broue dans le toupet en ce temps de grande affluence dans son supermarché, il a mieux à faire que d'essayer de nous refiler son vieux stock.

Ces dernières semaines, on a

fait nos devoirs en apprenant à se laver les mains avec zèle et en respectant une saine distance dans la file. On est bons. On ne lâche pas.

C'est ce que me confirme Francis Desrochers, propriétaire du marché IGA des Chenaux, à Trois-Rivières, avant d'admettre qu'il y a encore place à l'amélioration.

«Des messages enregistrés encouragent les clients à limiter les contacts avec les produits, mais il y a du travail à faire.»

L'homme d'affaires sait de quoi il parle en matière de prévention. Un de ses employés a été touché par la COVID-19.

Chaque jour, des membres de son personnel passent discrètement derrière ces gens qui laissent leurs empreintes sur des aliments emballés ou non. Ces vaillants commis nettoient les produits avec rigueur et efficacité avant de les remettre sur les étagères, en toute sécurité. Il arrive

cependant que le gaspillage alimentaire soit inévitable.

Francis Desrochers donne l'exemple du paquet de bœuf haché qui a été palpé deux fois plutôt qu'une avant d'être laissé en plan. Pas de risques à prendre dans ce cas-ci. Direction poubelle. Le nettoyeur pourrait traverser la fine pellicule de plastique.

Les clients récalcitrants ou nonchalants sont moins nombreux qu'au début de la pandémie, lorsque nous avons tout à apprendre sur le plan de la santé publique. Cela dit, après un mois de confinement et de consignes répétées, encore trop de consommateurs pèsent et soupèsent, vérifient la fraîcheur, la couleur et la fermeté, se décident enfin puis changent d'idée avant de poursuivre leur chemin dans les allées, comme si de rien n'était.

C'est fini ce temps-là. Désormais, on ne regarde pas avec nos mains. On touche avec nos yeux.

► MONUMENTS VANDALISÉS AU CENTRE-VILLE

Des vandales s'en sont pris à des monuments du centre-ville de Trois-Rivières au cours de la fin de semaine. Le buste de Laviolette, la statue de Maurice Duplessis de même que le monument du Flambeau ont été aspergés de peinture ou marqués de graffiti. La peinture a été effacée de la statue de Duplessis dans de la journée de dimanche, soit par la pluie, soit par une équipe de nettoyage. Les autorités n'ont pas donné suite à nos appels et le maire Jean Lamarche n'a pas voulu commenter l'affaire, n'ayant pas personnellement constaté les méfaits de visu. L'incident a suscité une vague d'indignation sur les réseaux sociaux. — PHOTO OLIVIER CROTEAU



ÉVACUATION DE LA MAISON NIVERVILLE

Les ambulanciers témoignent

SÉBASTIEN HOULE

sebastien.houle@lenouvelliste.qc.ca

TROIS-RIVIÈRES — La routine ambulancière – une telle chose existe! – est faite de missions d'urgence que l'on reçoit sous forme de «cartes d'appel électroniques» relayées par le Centre de communication santé. Or, le 16 avril dernier, c'est plutôt le téléphone qui a sonné à la Coopérative des ambulanciers de la Mauricie (CAM). C'est que la commande n'avait rien d'un appel de routine: 12 aînés atteints de la COVID-19 devaient être transférés de la Maison Niverville vers le Centre hospitalier affilié universitaire régional (CHAUR). Les ambulanciers au cœur de l'opération témoignent d'une expérience hors du commun, où le sang-froid sera de mise.

Stéphane Juteau jouit de 19 ans d'expérience comme ambulancier. Depuis deux ans, il agit comme chef aux opérations. C'est lui et un autre collègue que l'on dépêche pour diriger les six paramédics qui verront à évacuer les résidents malades de la Maison Niverville. Une mesure, on se le rappellera, visant à éviter la propagation dans l'ensemble de la résidence. L'équipe

travaillera avec Jean-Robert Rupp-Nantel, autre vieux routier et directeur aux opérations à la CAM, resté en retrait dans un rôle de coordination.

Tant M. Juteau que M. Rupp-Nantel relatent une opération où, en plus de gérer le stress propre à cette intervention hors norme, il faudra rassurer les patients que l'on prendra en charge. L'opération marathon s'amorce vers 15 h et s'échelonne jusqu'à 22 h. Trois équipes se relaient, s'offrant de rares pauses. Mille précautions doivent être prises afin d'assurer la sécurité de tous les intervenants. «D'avoir tout bien chorégraphié, c'est ce qui va faire le succès d'une opération comme ça», expliquent les dirigeants de l'intervention.

Si la situation sort de l'ordinaire, les ambulanciers doivent d'autant plus agir avec sang-froid et être méthodiques dans leur approche. Dès leur arrivée sur les lieux, une première évaluation est faite des patients à prendre en charge afin d'établir des priorités d'évacuation. Des protocoles de triage que l'on révisé souvent, mais que l'on applique rarement dans des cas réels, sont déployés. La rigueur est de mise, le centre hospitalier attend à l'autre bout au rythme d'un

patient toutes les trente minutes.

Les équipes vont travailler et s'épauler jusqu'à ce que l'on puisse dire «mission accomplie». S'il ne s'agissait pas de la première intervention d'une équipe de la CAM avec des patients atteints de la COVID-19, une telle opération d'évacuation n'aurait jamais été effectuée. «Le niveau de dif-

«Pour eux non plus, ce n'est pas drôle, surtout ceux qui sont atteints»

ficulté était plus élevé. On devait s'assurer que tout soit fait dans une séquence pour ne pas que nos intervenants se contaminent et éviter les habillages et les déshabillages excessifs», explique M. Rupp-Nantel.

Bien que la pandémie commence à faire partie du quotidien et d'un contexte auquel les ambulanciers tendent à s'habituer, elle n'en demeure pas moins la source d'un certain stress. «On est tous des humains, c'est sûr que c'est un peu anxiogène», concède ainsi Jean-Robert Rupp-Nantel. Or, la chose n'est pas prise à la

légère et on assure avoir tout mis en place pour traverser la crise en toute sécurité. «On a mis plusieurs mécanismes en place à la CAM pour s'assurer que nos intervenants aient la bonne information au bon moment et qu'ils aient les moyens nécessaires pour bien se protéger», relate encore le directeur aux opérations.

Pour Joël Magny, ambulancier depuis moins de deux ans, l'expérience qu'il a vécue le 16 avril marquera son imaginaire de manière indélébile. «On fait le saut! C'est sûr que commencer une carrière avec une pandémie, c'est quelque chose de gros», image-t-il. Il se réjouit que le plan de match du 16 avril ait été établi et suivi de manière serrée tout au long de l'intervention. Chacun avait son rôle, raconte-t-il. Les chefs des opérations avaient les choses bien en main, les ambulanciers étaient protégés de manière adéquate et les chauffeurs des ambulances étaient confinés dans leur cabine, sans contact avec les autres, énumère-t-il.

Bien que le stress soit inhérent à pareille intervention, le jeune ambulancier explique que la préparation et l'attitude professionnelle font foi de tout. Son discours revient d'ailleurs rapidement vers

le patient, qu'il importe de protéger et de rassurer. «Pour eux non plus, ce n'est pas drôle, surtout ceux qui sont atteints», maintient-il.

«Ce qui amène l'anxiété, c'est souvent l'inconnu. On essaie donc de diminuer cet élément-là pour que les gens soient capables de maîtriser leur environnement de travail», termine M. Rupp-Nantel. L'opération du 16 avril, conduite avec diligence, a quand même été précédée d'un briefing exhaustif et chacun savait ce qu'il avait à faire en arrivant sur les lieux, fait-il valoir.

De manière générale, les protocoles d'intervention d'urgence ont été revus à quelques reprises depuis le début de la pandémie. De plus en plus, en cas de doute, les ambulanciers vont revêtir les combinaisons de protection avant d'intervenir. Les appels au 9-1-1 sont filtrés une première fois pour déterminer si des mesures de protection supplémentaires doivent être mises en place. À leur arrivée sur les lieux, les ambulanciers vont à nouveau soumettre les patients à un questionnaire visant à évaluer le niveau de risque à la contamination. On ne lésine pas sur la sécurité de personne, ni celle des intervenants, ni celle du public, assurent les gens de la CAM.

SERVICES DE DÉCONTAMINATION

Bien s'informer avant de s'engager

GARY FROST

CHRONIQUE
Collaboration spéciale

CONSOMMATEUR AVISÉ

Il ne faut pas s'en surprendre, dans le contexte de l'inquiétude ambiante induite par la pandémie de la COVID-19, on voit surgir ici et là, notamment sur les médias sociaux, des offres de services de décontamination pour les résidences.

En cette matière comme dans d'autres, on peut compter sur le fait que le meilleur côtoie le pire alors que des firmes professionnelles spécialisées seront concurrencées par des firmes à l'expertise douteuse ou à tout le moins improvisée.

De telles circonstances, il faut redoubler de prudence et prendre le temps de procéder aux vérifications d'usage avant de s'engager contractuellement avec le premier venu, aussi pertinente puisse être son offre de service. Il faut être circonspect devant les messages publicitaires tape-à-l'œil ou les représentations qui nous sont faites et prendre le temps d'en vérifier la justesse.

Avant de conclure sur-le-champ un contrat de cette nature, il importe de procéder à un minimum de vérifications. Après avoir

notifié votre intérêt, il est à prévoir que certains représentants se feront très insistants et chercheront à conclure rapidement un contrat avec vous. Il faut donc procéder avec méthode et se préparer à résister à la pression.

EXPERTISE DE L'ENTREPRISE

Il importe en premier lieu de s'informer sur l'entreprise elle-même : depuis combien de temps l'entreprise existe-t-elle, depuis combien de temps offre-t-elle de tels services, de quelles compétences son personnel dispose-t-il, quelles sont la pertinence et l'efficacité des services offerts, etc. Cette étape est déterminante pour la suite des choses.

Dans plusieurs domaines, l'expérience passée enseigne que les aventuriers qui s'improvisent dans un domaine ne cherchent qu'à exploiter un filon qui s'inscrit dans l'actualité et ont tendance à disparaître dans la nature aussi vite qu'elles en sont surgies. Dans

ce contexte, le service après-vente est aléatoire, voire illusoire.

DES FIRMES ÉTABLIES ET RÉPUTÉES

Il est fortement recommandé d'obtenir des avis d'entreprises spécialisées dans le domaine du nettoyage et autre service d'entretien ménager afin de vérifier la vraisemblance des représentations qui vous sont faites de même que les informations qui vous sont fournies et obtenir une estimation du coût de tels services. Vous pourrez ainsi comparer les prix et poser des questions sur les équipements et les produits utilisés par exemple.

DES PLAINTES?

Vous pouvez également vérifier si l'entreprise a déjà fait l'objet de plaintes de la part des consommateurs. Ces informations sont accessibles en communiquant avec l'Office et en visitant son site web.

UN CONTRAT ÉCRIT

Comme conclusion à ce parcours préparatoire, si vous jugez que l'offre de service vous convient et que vous désirez aller de l'avant, exigez que le tout soit consigné par écrit dans un contrat.

Plus qu'une simple formalité, le contrat et les renseignements qu'il renferme sont de la plus grande importance. Vos éventuels droits et recours en dépendent largement. Celui-ci doit notamment renfermer les éléments suivants: les coordonnées de l'entreprise et du vendeur; le lieu et la date de conclusion du contrat; la description des services, et la date de leur exécution; le prix des services ainsi que le total des sommes à déboursier; les modalités de paiement.

Gary Frost est directeur des services aux clientèles à l'Office de la protection du consommateur

opinions

Président et éditeur **ALAIN TURCOTTE** Rédacteur en chef **STÉPHAN FRAPPIER** Directeur de l'information **STÉPHAN RATELLE**

Leçons à tirer de la crise de la COVID-19

La crise mondiale causée par l'écllosion de la COVID-19 provoque un tel bouleversement que les pays du monde se voient dans l'obligation de repenser leurs critères des valeurs. Cette catastrophe nous mènera à une réflexion profonde et même à repenser notre organisation sociale.

Autrefois, on avait tellement démonisé le «Régime communiste» que personne ne voulait même en étudier les principes; c'est dans cet état d'esprit que je voudrais proposer le terme «Régime communautaire». C'est dans ce sens qu'il faudrait repenser notre manière d'agir «d'après-virus».

On doit changer notre vision qui consiste à produire pour exporter, car en exportant on produit du chômage ailleurs. Pour une entreprise, le principe du «toujours plus gros», ça ne réussit pas à tous. S'assurer l'autosuffisance des besoins de base, ça serait déjà une belle réalisation.

Ce même principe s'applique aussi à l'industrie du vêtement; il faut faire revivre tous ces anciens fleurons du Québec en produisant des vêtements de très bonne qualité en respectant la saveur locale. Pour n'en nommer qu'un, «Le Culottier» de Batiscan qui fabriquait des jeans superbes. Cependant, comme l'exode de nos entreprises s'est poursuivi pendant plus de 25 ans, en créant beaucoup de chômage et de nouveaux emplois, il faudra certainement aussi longtemps pour renverser la vapeur; mais c'est un mal nécessaire.



Selon l'auteur de cette lettre, nos gros centres commerciaux qui sont en réalité que des réseaux de distribution de la Chine devront se transformer en centres de distribution communautaire qui ne concurrencera pas nos marchands locaux selon les règles de l'ACPD. — PHOTO LA PRESSE CANADIENNE

Peut-être que ce sera l'occasion pour nos gouvernements d'instituer graduellement un revenu minimum garanti. Car à bien y penser, «le droit au travail» c'est une notion imposée par le capitalisme, mais le droit à «un revenu décent» c'est un régime communautaire qui l'impose. C'est l'un des moyens pratiques à notre disposition pour faire une redistribution plus équitable de la richesse pour financer les services publics. Il faut donc aligner nos modèles de production et de consommation sur cette valeur de base.

Par ailleurs, on doit aussi repenser le principe que l'achat chez nous, c'est acheter au Québec, mais, dans «l'après-virus», l'achat chez nous, c'est acheter au Canada.

Une Agence canadienne de production et de distribution des produits d'utilités courantes (ACPD) tels que le vêtement devrait être instaurée par le gouvernement canadien, de concert avec les provinces et territoires pour distribuer de manière équitable les lieux de production et les moyens de distributions pour satisfaire aux besoins de tous, sans oublier le coût environnemental.

Ce principe implique obligatoirement le réaménagement de notre réseau actuel de distribution. Nos gros centres commerciaux qui sont en réalité que des réseaux de distribution de la Chine devront se transformer en centres de distribution communautaire qui ne concurrencera pas nos marchands

locaux selon les règles de l'ACPD.

Il faudra surveiller attentivement notre participation aux marchés communs et s'assurer que leurs politiques ne deviennent pas des atteintes directes à nos producteurs locaux.

À cet effet, des producteurs agricoles sont déjà d'accord pour modifier leur production pour assurer des légumes frais à longueur d'année. Il suffit qu'Hydro-Québec leur fasse des tarifs spéciaux, des tarifs «Communautaires» pour chauffer leurs serres. Nous aurons alors des producteurs qui pourront fournir en tout temps nos supermarchés, des produits frais, en quantité suffisante. Ce serait déjà le premier maillon de nos moyens de distributions sous

la supervision de l'ACPD.

Bien sûr, il y a beaucoup de travail de persuasion à faire pour que le principe soit partagé à travers tout le pays. Même avec toutes ses difficultés internes, l'Union Européenne soutient encore le besoin de s'unir, surtout en temps de crise. Il faut aussi se convaincre du principe que «la qualité, ça se paie», mais, lorsque nos moyens nous le permettent il faut encourager «l'achat communautaire», faire travailler «notre monde».

On devra aussi faire remarquer au secteur de la médecine privée qu'en cas de crise, ce n'est pas lui qui a fourni les lits d'hôpitaux, les masques et les respirateurs. Dans un régime communautaire, on ne peut pas seulement profiter du système, on doit nécessairement s'intégrer au système. On ne peut pas avoir le beurre, l'argent du beurre et en plus, le cul de crémère.

En même temps, il faudra aussi, bien expliquer, à tous qu'un «DROIT», c'est comme un virus, ça ne vit pas par lui-même, ça s'accompagne d'obligations: celle de respecter les lois du pays et celle de respecter le droit des autres. C'est ça la vie communautaire.

Évidemment, lors d'un changement d'une telle importance, tout n'est pas tout blanc, ni tout noir; des circonstances particulières nous obligent parfois à nous accommoder d'un peu de gris pour tenir compte du bien commun.

J'espère que mon petit-fils aura la chance de partager ce monde idéal.

Gaétan Yelle
Trois-Rivières

Nos groupes communautaires et sociaux sont essentiels

Chers partenaires,

En mon nom personnel et à titre de président du Consortium en développement social de la Mauricie, je tiens tout d'abord à remercier chacune et chacun d'entre vous: intervenants communautaires, bénévoles, transporteurs de denrées et de personnes, professionnels de la santé (soignants, pharmaciens, préposés à l'entretien), de la fonction publique (policiers, pompiers, enseignants, conseillers), de la recherche et du commerce alimentaire pour la patience, la compréhension et de la solidarité dont vous faites preuve depuis le début de la crise.

Ces vertus dont vous faites

preuve depuis le début de la crise seront toujours essentielles à la solidarité comme valeur humaine qui inspirent des jours

L'épreuve que nous traversons (...) nous invite à faire preuve d'adaptabilité, d'innovation, de responsabilité collective et de sang-froid afin de poursuivre nos actions sous des formes nouvelles.

meilleurs (aujourd'hui, demain et à l'avenir). Vous êtes nombreux sur le terrain en ces temps difficiles et nous ne doutons pas que vous saurez toujours les

mobiliser.

En ces circonstances, tout à fait inédites et graves, vous savez que nos groupes communautaires et sociaux,

dans toutes ses composantes, sont entièrement mobilisés autour d'un objectif prioritaire: assurer la continuité de leurs activités, tout en préservant la santé de

toutes et de tous.

L'épreuve que nous traversons, qui dépasse très largement le cadre habituel de nos vies, nous invite à faire preuve

d'adaptabilité, d'innovation, de responsabilité collective et de sang-froid afin de poursuivre nos actions sous des formes nouvelles. Elle requiert aussi que nous persévérions et partageons nos savoirs, réflexions, concertations afin de soutenir l'action collective.

Sachez donc que notre admiration n'a pas de limites et que nous manquons de mots pour l'exprimer aujourd'hui. Notre reconnaissance sera à tout jamais dans nos cœurs. Merci, on vous aime!

Jean-Yves St-Arnaud
Président
Consortium en développement social de la Mauricie

Des anges partout

Voici le parcours récent d'un membre de la famille que nous ne souhaitons pas identifier. Aucun lien avec la COVID-19, cependant.

Le 16 avril au matin, malaise. En après-midi, urgence du centre hospitalier régional. Fin d'après-midi, les tests sont passés, dont un scan et rencontre avec l'urgentologue et le chirurgien. Une vie est en danger; intervention chirurgicale en soirée.

Le 17 avril à 1 h 30 (nuit), salle de réveil. Huit heures du matin: en récupération dans sa chambre.

Merci au personnel du centre hospitalier régional pour avoir sauvé une vie, et ce, en toute discrétion. Des anges, il y en a partout!

Michel Patenaude
Trois-Rivières



CARREFOUR DES LECTEURS

J'ai une certaine crainte

La planète est sur pause. Le temps est à la grisaille. Et d'après ce qu'on dit, les cœurs le sont aussi.

Et pour cause: à chaque jour, lourd de tristes bilans, on fait le décompte des morts. Surtout, chez ceux et celles qui ont beaucoup de vécu, mais cependant, n'avaient pas choisi d'en écourter la durée.

Comment peut-on croire au retour de l'été? À sa lumière, à ses parfums, à l'abondance des récoltes qu'elle permet?

Comment? Alors que le printemps n'est que l'ombre de lui-même, alors qu'on hésite à partir les semis et que les ruelles creuses sont devenues silencieuses? Alors qu'on se demande si on reverra sa mère, autrement qu'à travers la vitre d'un édifice à balcons densément habités (pour l'instant), donnant désormais sur une rue déserte, malgré un tintamarre organisé par des âmes compatissantes.

Certes, les deuils nouveaux genres seront difficiles à faire. C'est à prédire: il y aura bientôt de longues files d'attente. Non pas dans les cinémas, et lieux habituellement fréquentés, mais dans les cimetières. Débordés, agrandis, superposés, entreposés. Et il faudra beaucoup, beaucoup de fleurs. Mieux vaut partir des semis.

La planète est sur pause. Du jamais vu, du jamais prévu sont à l'ordre du jour. Pour l'heure, il est difficile de s'y retrouver. Nous vivons à l'ère de la distanciation sociale. La société se devait de l'imposer. Survivre à des règles, des exigences. Vivre en a déjà. Mais dans le cas qui nous concerne tous et toutes: cela monte d'un cran. D'où l'importance de s'armer de patience. Une bonne nouvelle malgré tout: il y a pénurie de sable pour s'y mettre la tête. (D'aucuns l'ont déjà fait.) Maintenant, nous savons. Et sonner l'alarme

ne signifie pas être alarmiste.

La peste, la grippe espagnole, c'était hier. L'Ébola, c'était l'Afrique. C'était loin. Le SRAS, on l'avait vaincu. Malgré la forte probabilité que quelques cousins récalcitrants et sans gêne, se soient échappés dans la nature, et soient en mal de faire du grabuge. Il faut dire aussi, que ce virus n'avait jamais autant voulu voyager que celui de la COVID-19. Ce coronavirus, décidément, est un globe-trotter insatiable, ayant la fâcheuse habitude de s'inviter partout, et ce, sans même s'annoncer.

Contagion oblige. Bizarre: alors que, comme société, nous apprenions à nous rapprocher de l'autre, voilà qu'aujourd'hui, nous devons apprendre à nous éloigner des autres! Cela, dans un temps record. Assez pour faire dérailler le cerveau! Et faire du déni. Quand les bouchées sont trop grosses, on a tendance à s'étouffer. C'est bien connu.

Reste la grande capacité d'adaptation de l'être humain! Et ce réflexe, dont fait preuve la société québécoise, de se serrer les coudes. «Pas juste» de tousser dedans!

Toutefois, malgré cette note positive, et ma confiance dans les valeurs profondes de notre société, il n'en demeure pas moins que j'ai une certaine crainte. Une crainte fondée sur le besoin d'un tissu social sain, solidaire et chaleureux: en viendrons-nous, avec le temps, à oublier ce qu'est un câlin? Devrons-nous réapprendre les bisous, les mots qui offrent du réconfort, la tape amicale sur l'épaule affaissée? Tout cela va-t-il disparaître?

Ainsi, pendant que la planète est sur pause, emmagasiner le savoir-être, partout où il se trouve, s'impose.

Mais encore: à quand le premier câlin de l'après-COVID-19?

Rose-Aimée Bédard
Trois-Rivières

La COVID-19 et le CIUSSS

En réaction à l'éditorial de Martin Francoeur intitulé «Les cafouillages administratifs», publié le 8 avril dernier.

Après plusieurs semaines de confinement de la population et du suivis des règles sanitaires strictes émises par le ministère de la santé publique pour éviter une pandémie, comment alors expliquer l'écllosion du virus dans les CHSLD Lafèche de Shawinigan et Mgr Paquin de Saint-Tite? Quel pourrait bien être le vecteur de transmission, ou comment ce virus s'est-il retrouvé dans les foyers pour personnes âgées? Lors d'une entrevue télévisée, M. Carol Fillion, le pdg du CIUSSS de la Mauricie, a

admis en entrevue télévisée avoir transféré des ressources du CHSLD Lafèche vers celui de Saint-Tite, sans au préalable s'assurer qu'ils ne soient porteurs du virus. Plusieurs commentaires de travailleurs de CHSLD font mention aussi de manque de matériel et du non-respect des normes de santé de base dans l'attribution et le déroulement des tâches de la part des gestionnaires pour éviter la propagation de la maladie. Les gestionnaires du ministère de la Santé et surtout ceux des CISSS et CIUSSS viennent de démontrer leur inaptitude en gestion de personnel, et leur incompétence en analyse de problème et gestion de crise pour en arriver à des solutions simples, efficaces et cohérentes.

Guy Lacoursière
Trois-Rivières



Selon l'auteur de cette lettre, le développement durable auquel nous pouvons collectivement aspirer ne sera une idée crédible que si elle ne laisse personne de côté. — PHOTO LA PRESSE

DÉVELOPPEMENT DURABLE ET HANDICAP

Le monde après la COVID-19

L'auteur, Martin Caouette, est professeur et titulaire de la Chaire Autodétermination et handicap à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR).

Notre planète compte plus d'un milliard de personnes en situation de handicap, dont 200 millions vivent avec de grandes difficultés de fonctionnement au quotidien. Parmi celles-ci, on retrouve un nombre important de personnes ayant une déficience intellectuelle, un trouble du spectre de l'autisme et différentes formes de limites cognitives. Comme nous tous, elles sont frappées de plein fouet par la COVID-19 et ses conséquences.

Les périodes de crise nous permettent de vérifier les avancées réelles quant à la reconnaissance des droits de certains groupes traditionnellement marginalisés. Or, des messages préoccupants apparaissent un peu partout dans le monde. En Alabama, une directive a été émise quant au fait que «les personnes avec de sévères retards mentaux, des états de démence avancés ou d'importants traumatismes crâniens» ne constituent pas des patients à prioriser pour recourir aux respirateurs artificiels. Heureusement, l'intervention de groupes de défense des droits

semble mener les autorités à réajuster le tir. Le souci, c'est que des situations similaires émergent du côté des états de Washington et de l'Arizona. En France, des associations soutenant les personnes en situation de handicap réclament elles aussi que des directives de soins sans discriminations soient données alors que le niveau d'autonomie et la dépendance semblent devenir un critère d'admission à l'hôpital. Faudrait-il donc être performant, rentable et compétitif pour avoir droit aux soins requis à sa situation dans un contexte de crise sanitaire?

Le handicap – on ne le répétera jamais assez – n'est pas une maladie, mais un état. De ce fait, les conséquences du handicap peuvent être amoindries en développant des habiletés compensatoires chez les personnes concernées et en construisant des milieux de vie qui tiennent compte de leur réalité et qui leur permettent de participer socialement. Or, on ne saurait tolérer qu'un état guide le fait d'accéder à des soins de santé ou non. Imaginez un seul instant le scandale que produirait le choix de ne pas traiter certaines personnes en se basant sur leur origine ethnique, leur orientation sexuelle ou leur sexe.

Il y a eu le monde avant la COVID-19 et il y aura le monde

après la COVID-19. Et ce monde, nous l'espérons durable. Le développement durable auquel nous pouvons collectivement aspirer ne sera une idée crédible que si elle ne laisse personne de côté. Déjà, en 2018, l'ONU affirmait que les droits des personnes handicapées sont désormais au cœur des objectifs de développement durable.

Et si l'heure était venue pour les personnes en situation de handicap – la minorité la plus importante à travers le monde – d'être le point de référence de la construction d'un monde post COVID-19? Imaginons un instant que l'humanité d'une personne en situation de handicap ne soit plus réduite à son diagnostic. Imaginons que l'élitisme ambiant fasse plutôt place à une volonté d'accessibilité universelle. Imaginons que le plein développement du potentiel et de l'autodétermination de chacun deviennent la visée de nos systèmes éducatifs et de nos structures d'action sociale. Ne serait-ce pas tous les citoyens qui en profiteraient?

Si nos ambitions de rentabilité, de compétitivité et de performance reprennent le dessus et placent à nouveau les personnes en situation de handicap à l'écart, nous aurons perdu l'occasion de construire une société véritablement durable. Pour nous tous.

Shawinigan

GUY VEILLETTE
guy.veillette@lenouvelliste.qc.ca



Vendredi, la Ville de Shawinigan a décidé de poser un autre geste pour afficher sa solidarité, en déroulant une nouvelle bannière sur la façade de l'hôtel de ville. Le message «Solidaire à Shawi» est mis bien en évidence, sous un cœur aux couleurs de l'arc-en-ciel qui rassemble tant de citoyens depuis le début de la crise du coronavirus. Un nouveau drapeau avec le message «Ça va bien aller» orne également le mât protocolaire, une initiative d'Éric Labranche, gestionnaire de IGA Express et de Boni-Soir à Shawinigan. —PHOTO: SYLVAIN MAYER

Aide à la CDC

La Corporation de développement communautaire du Centre-de-la-Mauricie vient de recevoir un signal positif du conseil municipal de Shawinigan. Lors de la dernière séance publique régulière, les élus ont autorisé la signature d'un nouveau protocole d'entente qui prévoit le versement de 25 000 \$ par année à l'organisme pour les années 2020, 2021 et 2022.

La plus grande partie de cette aide financière sert au travail du COMPLICE, le conseil d'orientation et de mobilisation des partenaires locaux pour l'intervention des communautés de l'Énergie.

«Je tenais à ce que la CDC continue à coordonner, avec le CIUSSS - MCQ, l'ensemble des activités», explique le maire, Michel Angers. «Ce n'est pas notre rôle de supporter des organismes communautaires, mais la CDC fait davantage un travail de coordination qu'un travail sur le plancher.»

Rang St-Olivier

Après avoir obtenu une aide financière dans le cadre du Programme d'aide de voirie locale - Volet projet particulier d'amélioration par circonscription électorale, le conseil municipal de Shawinigan a décidé d'affecter un montant maximal de 98 760 \$ pour des travaux d'amélioration au rang St-Olivier.

Sacs en papier seulement

La Ville de Shawinigan avise ses citoyens que seuls les sacs en papier seront acceptés lors de la collecte des feuilles mortes et des résidus verts, à la fin mai. Cette décision est prise pour réduire l'utilisation du plastique à usage unique.

Cette collecte s'effectuera lors de la semaine du 24 mai pour les secteurs Shawinigan, Saint-Jean-des-Piles, Saint-Georges, Grand-Mère Est et Saint-Gérard-des-Laurentides. Pour la semaine du 31 mai, la collecte spéciale des feuilles mortes et de résidus verts se déroulera dans les secteurs Shawinigan-Sud, Lac-à-la-Tortue et Grand-Mère.

Bâtiments patrimoniaux

Le conseil municipal de Shawinigan vient d'apporter quelques modifications à son Règlement établissant un programme de mise en valeur des bâtiments patrimoniaux. La première version avait été adoptée en 2017.

Selon le maire, Michel Angers, ces changements devraient faciliter les démarches des propriétaires. «Nous voulions être un peu plus agiles dans ce programme», explique-t-il. «Nous souhaitons une meilleure accessibilité, pour rendre le programme plus populaire et éviter toutes sortes de démarches lourdes.»

SHAWINIGAN

Légères modifications à deux districts

GUY VEILLETTE
guy.veillette@lenouvelliste.qc.ca

SHAWINIGAN — Aviez-vous oublié que des élections municipales sont prévues au Québec en 2021? La Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités impose l'adoption d'un règlement prévoyant la division des districts électoraux dans l'année qui précède le scrutin. Pour la première fois en huit ans, la Ville de Shawinigan propose de légères changements.

En 2012, tous les districts avaient connu de légères modifications à leurs frontières, à l'exception de ceux de la Cité et des Hêtres. Cette fois, les changements se limitent à un transfert d'électeurs du district Val-Mauricie vers celui d'Almaville. La résolution a été adoptée lors de la dernière séance publique régulière du conseil municipal.

Les changements se limitent à un transfert d'électeurs du district Val-Mauricie vers celui d'Almaville

À chaque année, le secteur Shawinigan-Sud demeure le plus dynamique en terme de construction résidentielle. Au fil des années, cette croissance a entraîné une disparité entre les deux districts. Voilà pourquoi environ 400 électeurs basculeront du district Val-Mauricie à celui d'Almaville lors de la prochaine élection.

Ces corrections ne changeront pas la carte électorale de façon aussi significative qu'en 2008, alors que le conseil municipal avec convenu, sur division, de faire passer le nombre de districts de dix à huit. Depuis ce temps, de légères modifications ont donc été apportées en 2012 tandis qu'en 2016, les élus avaient décidé de conserver exactement les mêmes limites pour chaque district. Cette fois, la croissance de la population dans le secteur Shawinigan-Sud impose des ajustements.

L'adoption de cette nouvelle carte permet d'observer l'évolution des districts depuis l'important redécoupage de 2008. Il en ressort qu'après avoir constaté une baisse généralisée d'électeurs entre 2008 et 2012, la tendance s'est inversée dans la majorité des districts au cours des huit dernières années.

Sans surprise, le secteur Shawinigan-Sud donne le ton, alors que les districts Val-Mauricie et Almaville



La croissance de la population passe beaucoup par le secteur Shawinigan-Sud, ce qui entraîne de légères modifications à la carte électorale en vue de l'élection municipale de 2021. —PHOTO: SYLVAIN MAYER

connaissent une belle croissance, même après le redécoupage proposé. Le territoire actuellement représenté par Guy Arseneault est même le seul à avoir augmenté son nombre d'électeurs par rapport à celui de 2008. Avec ses nouvelles limites, Almaville retrouve sensiblement le même nombre d'électeurs qu'il y a douze ans.

Les districts de la Rivière et des Montagnes s'inscrivent également dans une tendance à la hausse depuis 2012. De son côté, le district des Boisés voit son nombre d'électeurs croître de 2,1 % depuis huit ans.

Le portrait est moins réjouissant dans le cœur de la ville. Le district de la Cité a perdu un millier d'électeurs depuis 2008, bien que la dégringolade ait surtout été observée entre 2008 et 2012.

Le nombre de personnes habiles à voter s'érode aussi progressivement dans les districts du Rocher et des Hêtres.

Selon le règlement adopté le 14 avril, Shawinigan compte actuellement 42 480 électeurs, une augmentation de 2,2 % par rapport à 2012.

La prochaine élection municipale est prévue le 7 novembre 2021.

Districts de Shawinigan

District	Nombre d'électeurs		
	2008	2012	2020
De la Rivière	6166	5479	5746
Des Boisés	5840	5658	5776
Val-Mauricie	5018	4840	5175
Almaville	5151	4895	5146
De la Cité	5781	4884	4745
Des Montagnes	5669	5349	5604
Du Rocher	5284	5000	4944
Des Hêtres	6003	5478	5344
Total	44 912	41 583	42 480



On compte plus de 2000 résidences secondaires, seulement dans la MRC de Maskinongé. — PHOTOARCHIVES

COVID-19

Des villages moins peuplés cet été?

MATTHIEU MAX-GESSLER,
JOURNALISTE DE L'INITIATIVE DE
JOURNALISME LOCAL
LE NOUVELLISTE
m.maxgessler@lenouvelliste.qc.ca

Alors que de nombreuses municipalités de la Mauricie voient leur population doubler, tripler, voire quadrupler l'été, le portrait risque d'être fort différent cette année. En raison des consignes de confinement et de la fermeture de plusieurs régions du Québec, de nombreux chalets vont probablement demeurer inhabités lors de la saison estivale, ce qui ne sera pas sans impacts sur les commerces qui profitent de la présence des villégiateurs.

La MRC de Mékinac fait partie des secteurs de la région qui reçoivent beaucoup de personnes venant profiter de leur chalet, l'été. Le préfet de la MRC, Bernard Thompson, a d'ailleurs adressé un message

à la population, récemment, lui demandant de ne pas se rendre dans les chalets ou les maisons de villégiature.

«Nous comprenons très bien l'intérêt à venir se ressourcer dans les chalets, toutefois, le contexte ne s'y prête pas en période de confinement. Bien que le nombre de personnes infectées par la COVID-19 dans Mékinac soit relativement bas, il faut maintenir les efforts collectifs jusqu'ici consentis afin que l'épidémie ne se propage davantage», a-t-il demandé, dans un communiqué.

Si cette demande est entendue et respectée par les villégiateurs, cela veut toutefois dire que des entreprises qui comptent habituellement sur ces visiteurs pour vivre seront affectées.

«Il y a beaucoup d'entreprises touristiques sur notre territoire, alors on ne se cachera pas que ça aura énormément d'impacts. Les campeurs font vivre des épiceries quand ils viennent ici. L'impact

économique que ça aura est dur à quantifier, mais ça va certainement se faire sentir», souligne M. Rheault.

La MRC dit par ailleurs être en communication avec les entreprises touristiques pour se faire une idée de l'ampleur des impacts qu'a le confinement sur elles.

2000 CHALETS

La MRC de Maskinongé est dans le même bateau que sa voisine de Mékinac. Elle invite aussi les villégiateurs à ne pas se rendre à leur chalet.

«C'est la norme si on veut que ça passe le plus rapidement possible. Pour être capables d'y arriver, on doit tous mettre la main à la pâte», soutient Karine St-Arnaud, coordonnatrice au développement touristique et culturel de la MRC.

En 2018, la MRC avait recensé 2046 résidences secondaires sur son territoire. C'est sans compter les nombreux visiteurs qui séjournent dans les campings et

les établissements de villégiature comme la pourvoirie du Lac Blanc et l'hôtel Sacacomie, tous deux situés à Saint-Alexis-des-Monts.

«C'est difficile à chiffrer (les impacts). On est dans la gestion de l'incertitude: on ne sait pas quand les établissements vont rouvrir, on ne sait pas non plus quand les frontières vont rouvrir et quand la distanciation sociale va cesser», indique Mme St-Arnaud.

Mme St-Arnaud dit attendre les résultats d'un sondage mené par l'Alliance de l'industrie touristique du Québec auprès de ses membres pour avoir une idée de l'ampleur des dégâts. On a cependant une idée des pertes potentielles dans Maskinongé: en 2017, le tourisme représentait des retombées de l'ordre de près de 94 millions \$. Environ 675 000 Québécois ont visité la MRC cette année-là.

«Chaque visiteur dépense en moyenne 200 \$ en venant ici», précise Mme St-Arnaud.

L'artiste Claude Lafortune est décédé des suites de la COVID-19

MONTREAL (PC) — La COVID-19 a emporté dimanche l'artiste visuel Claude Lafortune, a annoncé sa famille. Il était âgé de 83 ans.

Son fils François rapporte qu'il s'est éteint au petit matin, à l'hôpital, des suites des complications d'une fulgurante pneumonie.

Il souhaite que le Québec se rappelle avant tout de son père comme d'un artiste et d'un humaniste: «L'importance de la personne humaine, dans tout ce qu'elle est, tout au long de sa carrière, c'est ce dont il a voulu témoigner, ce qu'il a voulu marquer».

«Il a créé son art à lui, souligne-t-il. Jusqu'à il y a quelques mois, il concevait encore des personnages. Il y a encore de ses œuvres qui circulent dans des expositions, donc il a continué jusqu'à la fin».

«Il utilisait le papier, un matériel qu'il disait simple. Ça voulait montrer aussi toute la fragilité de la vie.»

À jamais associé à l'émission *L'Évangile en papier* diffusée sur les ondes de Radio-Canada en 1975 et 1976, Claude Lafortune était entré chez le diffuseur public dix ans plus tôt, en 1966, quand il avait été recruté pour concevoir décors et costumes des émissions jeunesse.

Il a ainsi contribué, au fil des ans, à des émissions comme *La Boîte à surprises*, *La Souris verte*, *Bobino*, *Sol et Gobelet*, *Pop Citrouille* et *La Ribouldingue*.

Au cinéma, il a conçu les décors entièrement en papier du film culte *IXE-13* de Jacques Godbout. On lui doit aussi plusieurs contributions au théâtre.

Toujours à Radio-Canada, il a également animé pendant 13 ans l'émission *Parcelles de Soleil*, lors de laquelle il recevait un jeune qui avait une histoire particulièrement troublante à raconter.

Son petit-fils Guillaume lui a rendu un émouvant hommage sur sa page Facebook.

«Tu te gardais aussi de poser des jugements trop sévères à l'égard des autres; à combien de personnes marginalisées, entre autres des prisonniers, as-tu offert un peu d'amour et d'écoute, afin de leur apporter un peu d'humanité dans leurs vies difficiles. Combien d'enfants malades as-tu accompagnés jusqu'à la toute fin, leur offrant grâce à ton talent artistique et surtout ta bonne humeur contagieuse, de précieux moments



Claude Lafortune s'est éteint dimanche au petit matin, à l'hôpital, des suites des complications d'une fulgurante pneumonie. — PHOTO SYLVAIN MAYER

«Ce qui est un peu surréel, c'est que dans le contexte de la pandémie, il soit mort seul à l'hôpital, alors que lui a accompagné plein de gens»

d'émerveillement et de magie, même dans leurs périodes les plus sombres», a-t-il écrit.

«Ce qui est un peu surréel, c'est que dans le contexte de la pandémie, il soit mort seul à l'hôpital, alors que lui a accompagné plein de gens», a renchéri François Lafortune, en entrevue téléphonique avec *La Presse canadienne*.

Né à Montréal le 5 juillet 1936, Claude Lafortune avait obtenu en 1961 un diplôme de l'École des beaux-arts ainsi qu'un diplôme d'aptitudes pédagogiques en arts plastiques. L'année suivante, il séjourne à Paris, où il étudie les décors de théâtre.

M. Lafortune avait enseigné les arts plastiques pendant quatre ans dans des écoles de Sherbrooke et de Montréal. Il avait aussi supervisé des stages de formation et offert des cours de créativité à la Faculté de théologie de l'Université de

Montréal ainsi que des cours de scénographie à l'UQAM.

Lancée en 2011 par le Musée des religions du monde à Nicolet, l'exposition *Colle, papier, ciseaux: la vie et l'œuvre de Claude Lafortune* a fait le tour du Québec pendant plusieurs années.

Il avait été honoré de la médaille d'or du Lieutenant-gouverneur du Québec en avril 2018.

Claude Lafortune avait également reçu un doctorat honorifique de l'UQAM le 15 mai 2019 en reconnaissance de sa «contribution exceptionnelle (...) au développement, à la diffusion et à l'enseignement des arts visuels, au Québec et ailleurs dans le monde».

En raison de la crise sanitaire, les funérailles devront attendre, afin de tenir cérémonie «à son image», lui qui était «un grand croyant», indique son fils.

DE NOMBREUSES RÉACTIONS

Les hommages affluaient déjà sur les réseaux sociaux en début d'après-midi, dimanche, au moment de l'annonce de son décès.

La ministre québécoise de la Culture et des Communications, Nathalie Roy, s'est dite «peinée» d'apprendre la nouvelle et a transmis ses condoléances à ses

proches.

Le chef parlementaire du Parti Québécois a pour sa part encouragé une nouvelle génération à découvrir cette «figure importante de la programmation jeunesse à la télévision québécoise». «Enfant, j'étais admiratif de son talent créatif et de son amour sincère des enfants», a écrit Pascal Bérubé sur Twitter.

Du côté des libéraux, la députée et candidate à la chefferie Dominique Anglade lui a souhaité un «bon voyage». «Je me souviens de *L'Évangile en papier*, émission à laquelle m'avait convertie ma grand-mère. Il est allé la rejoindre!», a-t-elle écrit.

La productrice, réalisatrice et auteure Tanya Lapointe, auparavant chroniqueuse culturelle à la télévision de Radio-Canada, s'est dite «bouleversée» par le décès d'«un homme bon».

«Tu étais mon ami. Ton rire, ton humour et nos conversations vont me manquer terriblement», a-t-elle déclaré.

L'actrice et metteuse en scène Louise Latraverse a elle aussi fait ses adieux à un ami. «C'était le meilleur des hommes, toujours là pour nous encourager. Doué, son évangile en papier est un bijou», a-t-elle publié.

Colisée: la Ville étudie différents scénarios

« J'espère que l'aréna Talbot aura un sursis », insiste Yves Tremblay



LOUIS-SIMON GAUTHIER
ls.gauthier@lenouvelliste.qc.ca

TROIS-RIVIÈRES — Le retard anticipé dans la livraison du nouveau Colisée au District 55 force la Ville de Trois-Rivières à explorer d'autres options, question d'assurer un service aux organisations sportives. L'une d'elles consiste à conserver l'aréna Jean-Guy-Talbot, et donc de retarder sa démolition.

Au moment où la construction résidentielle reprendra de façon partielle lundi au Québec, on attend toujours des indications par rapport aux grands chantiers.

Est-ce que le Colisée sera livré à temps pour le début de la saison 2020-21? Peu importe la réponse, les organisations comme le hockey mineur ou les Patriotes de l'UQTR devront être fixées bientôt.

La Direction de la culture, des loisirs et de la vie communautaire de la Ville de Trois-Rivières a envoyé un courriel aux partis concernés, à la fin de la dernière semaine, afin de les aviser sur les scénarios étudiés.

« Dans l'incertitude, un des scénarios est de conserver l'aréna Jean-Guy-Talbot jusqu'à ce que nous puissions prendre possession du nouveau Colisée. Nous voulons simplement nous assurer que le début des activités pourra se faire normalement pour tous les organismes », peut-on lire dans cette lettre.

En début de journée dimanche, la direction du club de hockey senior du Climatisation Cloutier de Cap-de-la-Madeleine a partagé cette nouvelle sur les réseaux sociaux, en déclarant que la Ville confirmait que l'équipe pourrait disputer au moins une autre saison dans l'aréna de la rue de Grandmont. La Direction des loisirs a toutefois demandé à ce que cette publication soit retirée.

« J'ai peut-être péché par excès



La pandémie de la COVID-19 a un impact sur l'échéancier des travaux au nouveau Colisée. Si celui-ci ne peut-être livré comme prévu pour le début de la saison 2020-2021, il faudra trouver des solutions de remplacement. C'est ce sur quoi travaille présentement le Service des loisirs. — PHOTO: OLIVIER CROTEAU

d'enthousiasme », reconnaît en souriant l'homme d'affaires Yves Tremblay, l'un des actionnaires du Climatisation Cloutier.

« Ça demeure hypothétique. On nous a dit que nous aurions plus de détails vers la mi-mai, un moment important pour les associations de hockey mineur avec la période des inscriptions. »

Tremblay manifeste depuis longtemps son désir de maintenir la vocation hockey de l'aréna Jean-Guy-Talbot.

« On a toujours dit que pour survivre dans le senior AAA, il fallait opérer les concessions dans notre aréna. C'est ce que nous permet de faire Talbot. On a hâte d'être fixés et c'est certain que les démarches actuelles aux Loisirs me mettent en confiance. J'espère que l'aréna Talbot aura un sursis, j'ai hâte que la Ville l'annonce officiellement. »

Questionné sur le sujet à la fin mars, le maire Jean Lamarche avait admis que l'aréna du secteur Cap-de-la-Madeleine pouvait s'avérer un plan B, advenant l'impossibilité d'inaugurer le nouveau Colisée pour le début de la prochaine saison.

Il a réitéré ces propos dimanche. « Nos employés du Service des loisirs regardent toutes les options, à titre préventif. On veut s'assurer qu'il y aura du hockey à Trois-Rivières cet automne si la Santé publique le permet. Nous devons continuer à offrir ces services. »



L'aréna Jean-Guy-Talbot devait bientôt être démolie. Le retard dans les travaux au nouveau Colisée modifiera-t-il les plans? — PHOTO: FRANÇOIS GERVAIS



Le Climatisation Cloutier aimerait bien poursuivre ses opérations à l'aréna Jean-Guy-Talbot. — PHOTO: OLIVIER CROTEAU

SENIOR AAA

Les séries ne seront pas terminées

TROIS-RIVIÈRES (LSG) — La Ligue de hockey senior AAA du Québec ne terminera pas ses séries éliminatoires. Réunis en vidéoconférence dimanche après-midi, les gouverneurs ont voté à l'unanimité pour l'annulation des activités de la saison 2019-20.

La LHSAAQ planchait jusque-là sur divers projets afin de conclure le calendrier éliminatoire. Des matchs à huis clos et retransmis sur le web figuraient parmi les options étudiées.

Le directeur général et entraîneur du Bellemare de Louiseville, Dean Lygitsakos, s'était notamment montré enthousiaste face à ce projet, dans une entrevue au *Nouveliste* il y a quelques semaines.

Depuis, des annonces gouvernementales se sont toutefois ajoutées afin de resserrer les mesures sanitaires, forçant du coup plusieurs organisations sportives à annuler des événements cet été, voire au début de l'automne. «Au-delà de l'aspect hockey, la santé et la sécurité de nos joueurs est également une grande préoccupation. Personne ne souhaiterait voir des blessures ou autres situations survenir après un mois et demi d'inactivité», a mentionné le président du circuit, Dominic Lussier, dans un communiqué.

Plusieurs joueurs n'étaient pas chauds à l'idée de jouer au hockey au cours de l'été, que ce soit à huis clos ou devant moins de 250 personnes.

Au moment où la ligue a cessé ses activités à la mi-mars, le Bellemare de Louiseville et les Sportifs de Joliette s'affrontaient en demi-finale. L'autre confrontation du carré d'as impliquait les Loups de La Tuque et le Métal Pless de Plessisville. «Il aurait fallu jouer ces matchs en mai, ou au plus tard au début du mois de juin. Avec ce qui se passe dans le monde, il y avait trop d'incertitude. S'il y a une quelconque reprise cet été, les joueurs prioriseront leur travail, ce qui est tout à fait normal», a indiqué Lygitsakos, qui a senti une volonté collective, au cours de l'entretien avec les autres gouverneurs, de redresser la barque tous ensemble une fois la pandémie derrière nous. «Il n'y a pas beaucoup de positif à tirer de tout ça, si ce n'est ce désir de travailler tous ensemble pour nous assurer que la ligue sera encore en santé en 2020-21. Ça nous donne plus de temps pour planifier la suite», de dire celui qui espérait une participation des siens à la finale, après une année décevante aux guichets.

Du côté des Loups de La Tuque, Gilles Veillette avait déjà affirmé au *Nouveliste* que la crise actuelle ne mettait pas en danger l'avenir de l'organisation, qui mise sur un bon appui dans sa communauté.

Markov aurait aimé gagner la coupe, mais ne changerait rien

La Presse canadienne

MONTRÉAL — L'ex-défenseur du Canadien de Montréal Andrei Markov a déclaré qu'il aurait aimé pouvoir remporter la coupe Stanley au cours de sa carrière, mais a assuré qu'il ne regrettait rien.

Markov, qui a annoncé sa retraite un peu plus tôt cette semaine, a accordé son premier entretien à titre de nouveau retraité au site internet russe *championnat.com*.

«Je ne changerai rien à ma carrière. J'ai eu la chance de participer aux séries éliminatoires de la LNH à plusieurs reprises avec le Canadien, car nous avons souvent une bonne équipe», a-t-il déclaré.

Markov, qui est âgé de 41 ans, a disputé les trois dernières campagnes en Ligue continentale de hockey (KHL), après un divorce avec le Canadien pendant l'été 2017. «Tous s'est bien passé en Russie. J'ai même remporté la coupe Gagarine avec l'AK Bars de Kazan», a-t-il rappelé.

Markov a tenté un retour dans la LNH avant la dernière saison,



Andrei Markov aura marqué l'histoire du Canadien même s'il n'a jamais remporté la coupe Stanley avec la Sainte-Flanelle. — PHOTO LA PRESSE CANADIENNE

mais n'a pas été en mesure de convaincre une équipe de lui donner un contrat. Il a finalement disputé 23 matchs avec le Lokomotiv Iaroslavl et a été limité à sept points.

Le Russe n'a pas caché qu'il aurait aimé atteindre le plateau des 1000

matchs dans la LNH avec le Tricolore, mais n'en tient pas rigueur à l'organisation montréalaise.

Markov a disputé l'ensemble de sa carrière dans la LNH avec le Canadien, qui l'avait choisi en sixième ronde, 162^e au total, lors du repêchage de 1998. En 990 rencontres

avec le CH, il a récolté 119 buts et 453 aides. «C'est dommage, oui, l'a-t-on cité. D'un autre côté, j'ai déjà tourné la page là-dessus. Si je n'avais pas subi de blessures, alors j'aurais joué 1000 matchs et plus il y a longtemps. Non, non, je ne voudrais rien changer à ma carrière. Si c'est 990, alors c'est 990.»

Le principal intéressé a aussi indiqué qu'il avait pris la décision d'accrocher ses patins bien avant la fin de la dernière campagne. «Je savais que ce serait ma dernière saison. À la fin de celle-ci, j'ai discuté avec mon agent russe, Sergei Isakov. Il m'a demandé si je voulais continuer. J'ai répondu non», a-t-il tranché.

En attendant la fin de la pandémie de COVID-19, Markov est en confinement chez lui avec les membres de sa famille. «Il faut prendre soin de ses proches, de sa famille. De soi. En attendant, j'essaie de rester en forme; je fais des haltères, du jogging. J'aime faire de l'exercice, car c'est bon pour la santé», a-t-il relaté. «Puis, lorsque tout ça sera terminé, nous réfléchirons à la suite des choses», a-t-il conclu.

Alexis Lafrenière et ses proches privés d'un moment magique?

La Presse canadienne

Tout indique que le Québécois Alexis Lafrenière sera le premier joueur réclamé à la séance de repêchage 2020 de la Ligue nationale de hockey. Personne ne sait toutefois si Lafrenière et ses proches pourront savourer comme il se doit un moment qui ne passe qu'une seule fois dans la vie d'un hockeyeur.

Comme le souligne l'agent négociateur Paul Corbeil, fondateur et directeur de Paraph Sports Management, le repêchage n'est pas une finalité en soi pour tout hockeyeur qui tient à faire carrière dans la LNH. Néanmoins, l'événement conserve un attrait indéniable et inoubliable pour les heureux élus et leurs proches. «De tout ce que les joueurs aiment au repêchage, c'est ce moment-là, lorsque tu entends ton nom et que tu descends sur la patinoire. Tu auras beau être choisi en septième ronde, quand tu mets le chandail et la casquette et que tu donnes la main aux gens autour de la table de l'équipe qui t'a repêché, c'est un moment extraordinaire au niveau

des émotions, mentionne Corbeil.

«Et de voir les parents regarder leur fils serrer la main des directeurs généraux, des personnalités, des entraîneurs - des gens que ces parents ont suivis et qui sont souvent des anciens joueurs ou des personnes qui évoluent depuis longtemps dans le domaine des organisations professionnelles - c'est sûr que c'est magique. Même si tu es nommé en septième ronde, tu es un privilégié», ajoute-t-il.

Ce moment magique, Lafrenière aurait pu le vivre le soir du 26 juin, à quelques kilomètres de son patelin, lors de la première des deux journées du repêchage de la LNH au Centre Bell. La pandémie de la COVID-19 a cependant obligé la ligue, le 25 mars dernier, à reporter l'événement à une date ultérieure.

Assis dans l'un des sièges rouges du Centre Bell auprès de ses parents, de membres de sa famille et d'amis parmi les plus intimes, l'attaquant originaire de Saint-Eustache serait fort possiblement devenu le premier Québécois depuis le gardien Marc-André Fleury, en 2003, à être réclamé au premier rang.

Cet objectif demeure certes

réaliste et même très probable. Sauf que rien ne dit que Lafrenière, meilleur espoir nord-américain depuis le début de la saison selon la Centrale de recrutement de la LNH, aura la chance d'enfiler le chandail de sa future équipe dans une enceinte remplie à craquer et devant les caméras des réseaux de télévision.

Qui sait s'il pourra même recevoir une chaleureuse poignée de main du directeur général et de l'entraîneur-chef, au moment où le confinement et la distanciation sociale demeurent les mots d'ordre.

Ainsi, dans le contexte qui prévaut partout dans le monde, il est plausible d'envisager une séance de repêchage «virtuelle», tenue à distance. C'est d'ailleurs ce que fera la NFL la semaine prochaine, alors que le commissaire Roger Goodell et les dirigeants d'équipes travailleront tous de leur domicile.

Un autre scénario possible serait une reprise de 2005, lorsque le repêchage, à la suite du lock-out, avait eu lieu dans un hôtel à Ottawa, avec un minimum d'espoirs présents pour des raisons de logistique.

Cette année-là, étrangement,

un autre prodige de l'Océan de Rimouski, Sidney Crosby, avait été choisi au tout premier rang, par les Penguins de Pittsburgh.

«Personnellement, l'endroit (du repêchage) m'importe peu, déclare Jean-Philippe Glaude, recruteur pour les Predators de Nashville au Québec, dans les Maritimes et dans le nord-est des États-Unis.

«Le seul aspect qui pourrait me peiner, c'est pour les joueurs qui savent qu'ils vont être repêchés, mais pas à quel rang. Finalement, peut-être vivront-ils le repêchage dans leur salon. Pour ces jeunes, ça m'attriste parce que c'est un moment pour la famille, un moment d'aboutissement. Ça me rend un peu malheureux pour eux.»

Trois semaines après l'annonce de la décision, rien ne transpire des bureaux de la LNH en ce qui a trait à la date du repêchage de 2020, au lieu ni à son format.

Une chose est sûre: si la séance de sélection doit avoir lieu ailleurs qu'au Québec, ce sera une rare occasion ratée pour les hockeyeurs de la Belle Province et les membres de leur famille. Entre 1980 et 1993, la séance de sélection de la LNH a été présentée à neuf reprises au Québec, dont huit fois au Forum de Montréal. En 1993, le Colisée de Québec en avait été le théâtre. Mais depuis, elle n'a eu lieu à Montréal qu'une seule fois, en 2009.